

Poursuivre la croissance numérique

Rapport annuel 2015

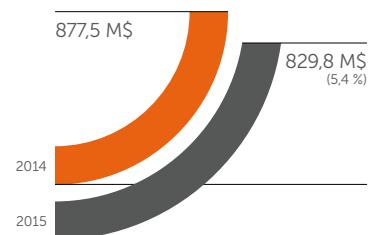
FAITS SAILLANTS FINANCIERS 2015

Table des matières

Rapport de gestion	9
Rapport de l'auditeur indépendant	40
États consolidés de la situation financière	41
Comptes consolidés de résultat	42
États consolidés du résultat global	43
États consolidés des variations des capitaux propres	44-45
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	46
Notes complémentaires	47-80

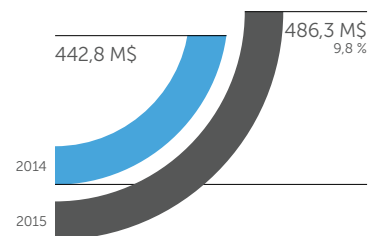
PRODUITS

(en millions de dollars canadiens)



PRODUITS TIRÉS DES MÉDIAS ET SOLUTIONS NUMÉRIQUES

(en millions de dollars canadiens)



PRODUITS

(en millions de dollars canadiens)

829,8 M\$

PRODUITS TIRÉS DES MÉDIAS ET SOLUTIONS NUMÉRIQUES

(en millions de dollars canadiens)

486,3 M\$

% DES PRODUITS PROVENANT DES MÉDIAS NUMÉRIQUES

58,6 %

BAIIA AJUSTÉ¹

(en millions de dollars canadiens)

260,7 M\$

MARGE SUR BAIIA AJUSTÉ¹

31,4 %

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en millions de dollars canadiens)

122,1 M\$

NOMBRE DE CLIENTS

245 000

ACQUISITION DE CLIENTS

30 800

CLIENTS RECOURANT EXCLUSIVEMENT AUX MÉDIAS NUMÉRIQUES

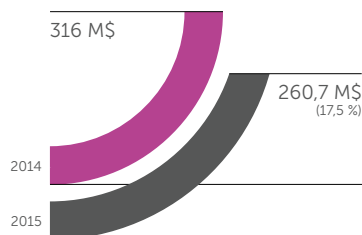
22 %

TOTAL DES VISITES NUMÉRIQUES

464 millions

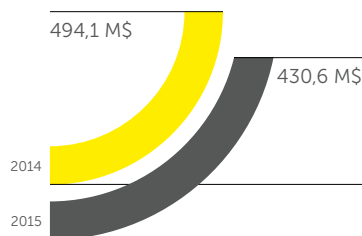
BAIIA AJUSTÉ¹

(en millions de dollars canadiens)



DETTE NETTE

(en millions de dollars canadiens)



¹ Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas de mesures de rendement définies par les IFRS. Se reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » du rapport de gestion de la Société pour la définition de ces termes.

Pages Jaunes favorise activement les interactions et les transactions entre les Canadiens et les entreprises locales qui les entourent. Nos médias numériques aident les Canadiens à découvrir et à acheter des biens et services d'entreprises locales qui répondent à leurs besoins quotidiens. Parallèlement, notre gamme de solutions de marketing aide les entreprises locales à promouvoir leurs produits et leurs services aux clients potentiels.

En donnant l'occasion aux Canadiens de faire des choix locaux pour l'achat de produits et services, nous contribuons à bâtir des économies locales fortes, partout au pays.

« Notre objectif est d'être le chef de file en matière de numérique local au Canada. Nos plateformes et services de médias numériques fournissent toutes les solutions essentielles pour permettre aux entreprises canadiennes et aux consommateurs locaux d'interagir et de transiger ensemble. »

JULIEN BILLOT
Président et chef de la direction



La mise en œuvre et l'exécution de notre plan de retour à la croissance progressent bien et nous demeurons en bonne voie pour que Pages Jaunes renoue avec la croissance de ses produits et du BAILA ajusté d'ici 2018. Depuis la présentation du plan en mai 2014, nous avons renforcé notre présence numérique au Canada en améliorant notre proposition de valeur aux consommateurs et aux marchands canadiens. Vous trouverez les faits saillants de ces réalisations dans le présent rapport.

La croissance soutenue de nos produits tirés des médias et solutions numériques est l'un des éléments qui continue de nous distinguer des autres joueurs du secteur des médias. Au quatrième trimestre, qui s'est clos le 31 décembre 2015, les produits tirés des médias et solutions numériques annualisés se chiffrent à plus de 516 M\$, ce qui représente 62 % des revenus totaux de la Société.

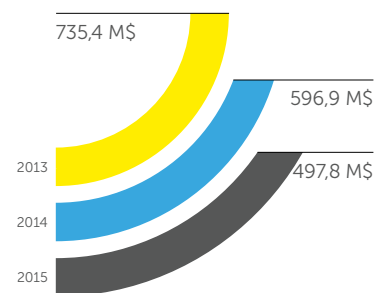
Il s'agit d'une réalisation notable au Canada et confirme la position dominante de Pages Jaunes parmi les fournisseurs de solutions de médias et de marketing numériques au pays.

La croissance de nos produits tirés des médias et solutions numériques a été stimulée par nos efforts consacrés à l'acquisition et à la fidélisation de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi qu'à la croissance de l'utilisation et de l'adoption de nos médias numériques parmi les Canadiens.

Une composante clé de notre transformation numérique a été l'amélioration de notre effectif de vente, de notre culture de vente et de nos compétences. En plus d'accroître la taille de l'équipe de vente dédiée aux acquisitions et d'instaurer des programmes d'incitatifs à la vente ciblés qui encouragent l'acquisition et l'intégration de nouvelles PME, nous avons modifié en profondeur les outils, les produits et les systèmes numériques mis à la disposition de nos équipes de ventes pour les aider à communiquer efficacement avec nos clients et à leur fournir un service de meilleure qualité.

Nous avons mis en place de nouveaux outils de vente qui utilisent des informations exclusives sur le marché et sur les clients pour aider nos conseillers médias à mettre sur pied des programmes de marketing numérique de grande valeur pour les PME. En parallèle, nous avons lancé de nouvelles solutions de marketing numérique en 2015, telles que les solutions Présence, pour aider les PME à optimiser la syndication de leur contenu sur l'ensemble du marché numérique.

DETTE TOTALE
(en millions de dollars canadiens)



Remboursement
de **100 M\$**
de la dette
en 2015

« Nous avons remboursé plus de la moitié de notre dette au cours des trois dernières années. »

Ces initiatives, de même que l'amélioration des processus de traitement des commandes de produits numériques et de service à la clientèle, ont rehaussé l'expérience globale que nous offrons aux PME, ce qui a permis d'accélérer l'acquisition de clients, de promouvoir davantage la fidélisation des marchands et de favoriser une hausse de leurs dépenses.

En 2015, plus de 30 000 nouvelles entreprises se sont jointes aux clients de Pages Jaunes, ce qui surpasse les 22 100 nouveaux clients acquis au cours du dernier exercice. Avec 245 000 PME qui ont recours à nos services pour répondre à leurs besoins de marketing, ce qui représente plus de 20 % de l'ensemble des petites entreprises en exploitation au Canada, notre Société a réussi à bâtir un réseau de clients sans égal dans le secteur du marketing numérique.

Notre taux de renouvellement des clients a aussi augmenté pour atteindre 85 %, un des taux de fidélité les plus élevés sur le marché. Ce résultat prouve que nos efforts en vue d'offrir une expérience intéressante aux clients ont porté fruit.

La loyauté et la confiance de nos clients ne sont pas des éléments que nous prenons à la légère et, chaque jour, nous travaillons pour obtenir les résultats auxquels ils s'attendent et dont ils ont besoin. Nos activités, nos systèmes et notre main-d'œuvre évoluent rapidement, et ils favorisent l'avancement d'une culture et d'un environnement numérique, tout en contribuant à la création de produits numériques performants et à la vente de ces derniers.

Notre marque demeure un pilier majeur de cette transformation. Nous continuons de travailler sur ce front pour remodeler la marque Pages Jaunes afin qu'elle devienne synonyme d'expertise numérique en vue de répondre aux besoins de tous les jours des petites entreprises en matière de recherche locale et de marketing.

Pages Jaunes demeure engagée à se démarquer des autres médias numériques de recherche locale au titre de l'expérience d'utilisateur, en améliorant l'étendue et la pertinence des résultats grâce à l'intégration de fonctionnalités qui permettent aux consommateurs de faire affaire rapidement et facilement avec les entreprises locales de leurs quartiers. Notre stratégie de médias verticaux s'est précisée en 2015, avec le lancement de PJ Resto, qui a marqué notre entrée dans le segment vertical de la restauration. PJ Resto est maintenant disponible dans neuf villes au Canada. Grâce à l'intégration des acquisitions de Bookenda et de dine.TO, l'application offre des solutions de recherche et de marketing tant aux clients qu'aux propriétaires du secteur. Elle s'est aussi classée parmi les 25 meilleures applications de 2015 choisies par l'App Store.

La Société a également acquis le réseau DuProprio/ComFree en juin 2015, ce qui a permis à Pages Jaunes de devenir un des chefs de file du marché immobilier numérique interconsommateurs du Canada. Combiné aux renseignements en matière de style de vie et de voisinage fournis par Pages Jaunes Immobilier, le réseau DuProprio/ComFree permet aux Canadiens d'acheter et de vendre des propriétés d'une façon peu coûteuse et fiable, en leur fournissant des outils, des technologies et de précieux conseils.

Enfin, compte tenu des avancées que nous avons faites en ce qui a trait aux médias numériques, aux solutions de marketing et à la proposition de valeur aux clients, nos flux de trésorerie disponibles demeurent solides.

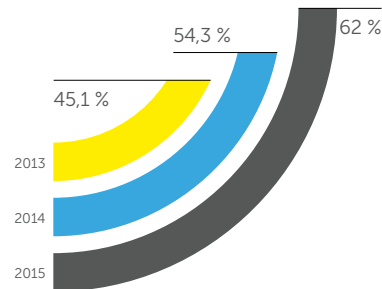
Grâce à l'amélioration de l'efficacité au sein de nos activités liées aux médias imprimés et numériques, nous avons été en mesure

de réduire de façon significative le niveau d'endettement sur notre bilan dans un très court laps de temps. En 2015 seulement, nous avons remboursé une tranche de plus de 100 M\$ de notre dette. Ainsi, sur une période de trois ans, nous avons remboursé plus de la moitié de notre dette. De plus, nous demeurons en bonne voie pour nous libérer de notre dette d'ici 2018.

L'engagement indéfectible de nos employés partout au pays est également un facteur clé de notre succès obtenu jusqu'à présent. Le progrès que nous avons accompli à ce jour pour que notre société renoue avec la croissance des produits et de la rentabilité n'aurait pas été possible sans leur confiance, leur expertise et leur travail acharné, dont je suis personnellement témoin, chaque jour, partout dans notre entreprise.

Plus de
62 %
produits tirés des
médias et solutions
numériques¹

**PRODUITS TIRÉS DES MÉDIAS
ET SOLUTIONS NUMÉRIQUES¹**
(en pourcentage du total des produits)



1 Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2015

De plus, la confiance que nos actionnaires témoignent envers notre transformation, nos progrès et notre capacité à réussir est importante pour la direction, et nous nous efforçons de dégager et créer de la valeur pour chacun d'entre eux.

Je terminerai en disant que je crois plus que jamais au succès de notre société. Nous avons élaboré un plan que nous continuons de mettre en œuvre de façon efficace. Si nous nous reportons un an en arrière, nous constatons que Pages Jaunes est devenue une entreprise plus numérique, plus agile, plus efficace et plus concurrentielle. C'est avec plaisir que je vous informerai des progrès additionnels que nous ferons, sur tous ces fronts, et plus encore, au cours de l'année à venir.

Julien Billot
Président et chef de la direction

Principales réalisations

Nous avons lancé l'application PJ Resto, ce qui nous a permis d'accroître notre présence dans le segment vertical de la restauration

Nous avons acquis le réseau DuProprio/ComFree, un chef de file dans le marché immobilier numérique

Nous avons ouvert un deuxième bureau à Montréal (Nordelec), ce qui caractérise l'expansion des équipes et des activités liées à la technologie et aux médias numériques de la Société

Nous avons fourni des données d'entreprises à Apple Maps pour la recherche locale au Canada

La campagne Mes achats, mon quartier a attiré plus de 12 500 PME dans 400 quartiers à travers le pays qui ont offert 6 300 rabais exclusifs sur les plateformes numériques de la Société

Nos médias numériques génèrent plus de **464 millions** de visites par année¹

1 Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.



Acquisition de

30,800

nouveaux clients
en 2015



Principales réalisations

Lancement des solutions Présence

Lancement d'un nouveau système de gestion des relations avec la clientèle destiné à l'effectif de vente, qui intègre de nouveaux outils de vente pour permettre d'accroître la productivité et les capacités de conversion des occasions

Amélioration des processus de traitement des commandes et de service à la clientèle

Visitez notre rapport annuel en ligne pour du contenu additionnel :
entreprise.pj.ca/ra#2015

Conseil d'administration



JULIEN BILLOT

Président et
chef de la direction



CRAIG FORMAN

Administrateur
Comité de gouvernance
d'entreprise et de nomination



DAVID A. LAZZARATO

Administrateur
Président du comité d'audit



JUDITH A. MCHALE

Administrateur
Comité de gouvernance
d'entreprise et de nomination



MARTIN NISENHOLTZ

Administrateur
Comité des ressources humaines
et de rémunération



ROBERT F. MACLELLAN

Administrateur et
président du conseil



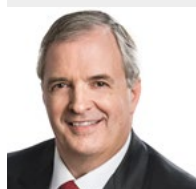
SUSAN KUDZMAN

Administrateur
Présidente du comité
des ressources humaines
et de rémunération



DAVID G. LEITH

Administrateur
Président du comité de
gouvernance d'entreprise
et de nomination



DONALD H. MORRISON

Administrateur
Comité des ressources humaines
et de rémunération



KALPANA RAINA

Administrateur
Comité d'audit



MICHAEL G. SIFTON

Administrateur
Comité d'audit



Dany Paradis

François D. Ramsay

Ginette Maillé

Julien Billot

Doug Clarke

Pascal Thomas

Sophie Robillard

Jamie Blundell

JULIEN BILLOT

Président et
chef de la direction

DOUG CLARKE

Premier vice-président et
chef de l'exploitation

GINETTE MAILLÉ

Première vice-présidente et
chef de la direction financière

DANY PARADIS

Premier vice-président et
chef des ressources humaines

FRANÇOIS D. RAMSAY

Premier vice-président,
Affaires corporatives et
conseiller juridique principal

PASCAL THOMAS

Premier vice-président et
chef de la direction numérique

JAMIE BLUNDELL

Vice-président et
chef de l'expérience client

SOPHIE ROBILLARD

Vice-présidente et
chef de la transformation

Équipe de direction

RAPPORT DE GESTION

Le 11 février 2016

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014. Les rapports trimestriels, le rapport annuel les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>.

L'information financière présentée dans le présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») pour les états financiers, et les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information et les valeurs auditées liées aux IFRS fournies dans le présent rapport de gestion ont été préparées selon les normes et les interprétations actuellement publiées et en vigueur à la clôture de notre période de présentation de l'information financière, soit le 31 décembre 2015.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée, anciennement 4400348 Canada Inc. (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto) ainsi que 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree)].

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuellement prévus;
- Les investissements dans la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques et de nos solutions de marketing;
- Nous serons en mesure d'acquérir de nouveaux clients au rythme actuellement prévu, lequel générera les produits moyens par client actuellement prévus;
- Le taux de fidélisation des clients ne sera pas significativement en deçà du niveau actuellement prévu;
- Le taux de recul des produits tirés des médias imprimés se stabilisera;
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui offriront aux clients le rendement sur le capital investi prévu;
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques;
- La combinaison des produits entre nos services et solutions de revente détenus et exploités ne sera pas très différente de ce qui est actuellement prévu;
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable;
- Nous serons en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficience;
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société;
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs;
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits;
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias;
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à marge moins élevée, comme les services et la revente;
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités;
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements;
- L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette;
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite;
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco (définis aux présentes) de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties;
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers;
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail;
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé;
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal;
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche, des sites Web individuels, des fabricants de téléphones cellulaires et des fournisseurs de systèmes d'exploitation;
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société;
- L'incapacité de la Société à développer les systèmes et les plateformes d'information et de technologies de l'information nécessaires à la mise en œuvre du plan de retour à la croissance de la Société;
- L'incapacité de la Société à réaliser des efficiences opérationnelles et des économies de coûts dans l'ensemble de ses activités;
- La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires.

DÉFINITIONS NÉCESSAIRES À LA COMPRÉHENSION DE NOS RÉSULTATS

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. La définition du BAIIA ajusté n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt, des paiements d'intérêts, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 29 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car il reflète la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés ouvertes.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. ACTIVITÉS, MISSION, STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

NOS ACTIVITÉS

Pages Jaunes est l'une des principales entreprises de médias numériques et de solutions marketing au Canada qui offre aux petites et aux moyennes entreprises (les « PME ») des services qui leur permettent d'entrer en contact avec les consommateurs locaux. La Société fournit aux PME un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que de la production vidéo et de la publicité imprimée. La Société offre des services de marketing spécialisés à environ 245 000 entreprises locales partout au Canada, par l'intermédiaire de son important effectif de vente. Cet imposant effectif, qui se consacre principalement à la vente directe, est divisé en différents canaux spécialisés chacun offrant aux clients un niveau de service spécialisé en fonction de la taille et des dépenses de l'entreprise.

Par le biais de sa division Mediative, Pages Jaunes offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Mediative exploite un vaste réseau d'annonceurs et possède l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au Canada. La division fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing novatrices qui leur permettent de rejoindre et d'intéresser des clients éventuels et de les acquérir.

De plus, Pages Jaunes offre des solutions publicitaires numériques au secteur canadien de l'immobilier afin d'aider les vendeurs et les acheteurs de maisons à entrer en contact et à transiger ensemble. Par l'intermédiaire de DuProprio/ComFree (« DPCF ») et de Pages Jaunes Immobilier, la Société offre des services dans le secteur immobilier, notamment aux chefs de file du secteur de la construction neuve, aux propriétaires et aux sociétés de gestion immobilière en leur fournissant des solutions publicitaires numériques pour les aider à entrer en contact avec des acheteurs, des vendeurs et des locataires potentiels. DPCF fait de Pages Jaunes un chef de file du marché immobilier numérique interconsommateurs canadien, qui permet aux consommateurs, en leur offrant des médias et des solutions fiables, de vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves.

Pages Jaunes détient et exploite l'une des bases de données les plus importantes et complètes sur les marchands locaux au Canada. Ce contenu rejoint les consommateurs par l'intermédiaire d'un certain nombre de médias fixes, mobiles et imprimés qui continuent de servir de plateformes publicitaires efficaces pour les PME et les détaillants nationaux. Pour aider les Canadiens à découvrir tout ce que leurs quartiers ont à offrir, le réseau de médias de plus en plus spécialisé de la Société dispose de capacités de recherche verticale à valeur élevée dans les domaines des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJMC – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier au moyen de profils de marchands complets et de contenu éditorial pertinent;
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux à l'échelle du Canada;
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien d'outils de magasinage, de promotions, de bons de réduction et de rabais mobiles et en ligne;
- DPCF – à l'heure actuelle le quatrième réseau numérique immobilier le plus visité au Canada et le site immobilier dominant au Québec, DPCF offre aux propriétaires un service éprouvé, professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés;
- PJ Resto^{MC} – application mobile qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des fonctionnalités de commande et de livraison en ligne;
- Bookenda.com – média numérique qui offre aux utilisateurs et aux marchands une plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui leur permet d'interagir et de gérer facilement les réservations;
- dine.TO – offre aux utilisateurs de la région du Grand Toronto une base de données exhaustive d'inscriptions de restaurants locaux, de critiques, de rabais, de listes de lecture et d'événements ainsi que des capacités de commande en ligne en temps réel;
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles pour les aider à prendre les bonnes décisions en matière d'achat, de vente ou de location. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve;
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales;
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

MISSION

Notre mission est de favoriser l'économie locale de quartier en permettant aux entreprises du Canada de communiquer, d'interagir et de nouer des relations avec les consommateurs, afin de créer des occasions à l'échelle locale.

STRATÉGIE ET CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Notre objectif est de devenir le chef de file en matière de numérique local au Canada en favorisant l'établissement de relations solides entre les entreprises canadiennes et les consommateurs, tout en assurant également une présence médiatique locale sans égale dans tout le pays.

Le plan de retour à la croissance (le « plan ») a été lancé au début de 2014 pour permettre à Pages Jaunes de se positionner en tant que chef de file en matière de médias numériques au Canada. Le plan vise à atteindre ces objectifs en 1) renforçant la perception de la marque numérique de la Société parmi les Canadiens, 2) augmentant l'adoption et l'utilisation de son réseau de médias numériques et 3) améliorant sa proposition de valeur aux marchands locaux et nationaux en termes de marketing numérique efficace. Grâce à ces réalisations, Pages Jaunes prévoit renouer avec la croissance du nombre de clients d'ici 2017, et ultimement, des produits et de la rentabilité (BAIIA ajusté) d'ici 2018. En parallèle, le plan devrait contribuer à la réalisation d'efficacités opérationnelles dans l'ensemble de l'organisation, tout en générant des liquidités suffisantes pour réduire entièrement le niveau d'endettement d'ici 2018.

Pages Jaunes a fait des progrès importants dans l'exécution du plan et dans son positionnement en tant que chef de file des médias numériques :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 9,8 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 486,3 M\$ en 2015. Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2015, les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 10,5 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 129,2 M\$, ce qui représente 62 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 260,7 M\$ ou 31,4 % des produits en 2015, comparativement à 316 M\$ ou 36 % des produits en 2014. Stimulé par la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques et la baisse des charges liées aux employés, le BAIIA ajusté a atteint 64,5 M\$ ou 30,9 % des produits au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2015, comparativement à 64,8 M\$ ou 30,1 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Remboursement de la dette : Pages Jaunes a remboursé 100,3 M\$ de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % en 2015 et 393,3 M\$ depuis leur émission, le 20 décembre 2012. Au 31 décembre 2015, la Société avait une dette nette de 430,6 M\$.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société a atteint 245 000 clients au 31 décembre 2015, comparativement à 256 000 clients au 31 décembre 2014. L'amélioration du nombre de clients demeure soutenue par l'accélération de l'acquisition de clients et les taux de fidélisation stables. Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2015, la Société a acquis 30 800 nouveaux clients, soit une hausse par rapport à 22 100 clients en 2014 et un résultat supérieur à la cible d'acquisition de clients de Pages Jaunes en 2015 de 30 000 nouveaux clients. Le taux de fidélisation des clients a atteint 85 % en 2015, ce qui représente une amélioration par rapport à 84 % en 2014.
- Visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a augmenté de 9,4 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 464 millions en 2015, soit une hausse par rapport à 424,1 millions de visites en 2014. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la mise en œuvre réussie et en temps opportun de diverses initiatives appuyant le plan de retour à la croissance de Pages Jaunes. Ces initiatives sont les suivantes :

Promouvoir les possibilités de la marque

Diverses initiatives de valorisation de la marque qui visent à accroître la notoriété et à favoriser l'adoption de la gamme de solutions de marketing et de médias numériques de Pages Jaunes ont été lancées en 2015.

La Société a tenu un certain nombre de campagnes médiatiques en 2015 pour promouvoir sa gamme d'applications mobiles. Axées sur les applications mobiles PJ et PJ Shopwise, ces campagnes multimédias ont été lancées à Vancouver, à Calgary, à Toronto et à Montréal afin de présenter la capacité unique des applications à mettre rapidement et facilement en contact les Canadiens avec des marchands locaux.

Afin de soutenir davantage le magasinage local et la croissance des économies locales, Pages Jaunes a tenu, le samedi 28 novembre 2015, son troisième événement annuel Mes achats, mon quartier (MAMQ) dans 400 quartiers partout au Canada. L'événement MAMQ, qui s'est tenu au cours d'une fin de semaine durant laquelle plusieurs Canadiens font des achats chez des détaillants américains pour profiter des rabais du Vendredi fou et du Cyberlundi, a attiré plus de 12 500 marchands locaux canadiens qui ont offert 6 300 rabais exclusifs sur l'application mobile PJ Shopwise. Pour la première fois depuis le lancement de l'événement, la technologie de balises était disponible dans divers quartiers, ce qui a permis aux marchands participants d'envoyer des alertes d'aubaines en exclusivité aux utilisateurs de l'application PJ Shopwise alors que ceux-ci faisaient leurs emplettes à proximité.

La Société continuera de renforcer les possibilités de sa marque en 2016. Comprenant diverses formes de campagnes multimédias à l'échelle nationale, ces initiatives serviront à transformer la perception de la marque Pages Jaunes parmi les PME et les consommateurs, à encourager davantage de marchands à investir dans les solutions de marketing de la Société et à préserver l'utilisation de la gamme verticalisée de destinations fixes et mobiles de Pages Jaunes.

Mettre en valeur les actifs liés aux médias

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, le total des visites sur nos médias numériques a atteint 464 millions, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 424,1 millions de visites en 2014. Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2015, le total des visites se chiffrait à 118,2 millions, en hausse par rapport à 117,4 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat au quatrième trimestre de 2015 tient essentiellement à une modification de la présentation des pages de résultats de recherche du Web mobile de Google, qui a poussé les résultats de recherche naturels des éditeurs de contenu Web mobile plus bas dans les pages de résultats du Web mobile de Google. Le classement des inscriptions de Pages Jaunes dans les pages de résultats de l'application mobile de recherche de Google est demeuré relativement inchangé, malgré la modification de la présentation, ce qui reflète la pertinence et la qualité des inscriptions de la Société.

La Société continuera d'améliorer la qualité, l'exhaustivité et la pertinence de l'expérience d'utilisateur dans l'ensemble de ses médias numériques.

La qualité du contenu de Pages Jaunes a été reconnue par l'application Apple Plans en 2015, qui a commencé la syndication des renseignements d'affaires de la Société (y compris des adresses, des numéros de téléphone, des heures d'ouverture, des coordonnées géographiques, des URL de sites Web, des photos, des évaluations et des avis) parmi les pages de résultats de son moteur de recherche mobile au Canada.

En 2015, Pages Jaunes a également lancé de nouvelles applications mobiles qui répondent mieux aux besoins verticalisés des consommateurs canadiens. Grâce à l'acquisition de Bookenda et de dine.TO en décembre 2014, l'application PJ Resto a été lancée à l'échelle nationale en juin 2015 dans le but de devenir l'application de restauration de confiance pour les Canadiens. PJ Resto permet aux utilisateurs de faire des recherches dans une base de données exhaustive de restaurants au Canada, en filtrant leurs recherches en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'activité et de suggestions d'experts et en tirant parti des technologies de Bookenda pour faire des réservations directement à partir de leur téléphone mobile. Reconnaisant le caractère exclusif de la proposition aux utilisateurs, l'application mobile PJ Resto a été choisie comme l'une des meilleures nouvelles applications de 2015 par Apple.

Plus récemment, Pages Jaunes a acquis DPCF le 1^{er} juillet 2015, transformant du coup la Société en un chef de file du marché immobilier numérique. Exerçant ses activités sous les bannières DuProprio au Québec et ComFree dans le reste du Canada, DPCF exploite des médias en ligne et mobiles qui permettent aux acheteurs et aux vendeurs de maisons d'entrer en contact sans l'intermédiaire de courtiers immobiliers traditionnels. À l'heure actuelle, DPCF est le quatrième réseau numérique immobilier le plus visité au Canada et le site immobilier dominant au Québec où il détient 17 % des inscriptions. Cette acquisition élargit la portée de Pages Jaunes en ce qui concerne les acheteurs et vendeurs de propriétés canadiens en leur fournissant les plateformes et les technologies requises pour les aider à acheter et à vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves.

En 2016, la Société se concentrera davantage sur l'intégration et l'amélioration des fonctionnalités transactionnelles dans l'ensemble de ses applications mobiles. Ces améliorations auront une incidence sur les médias verticaux existants de Pages Jaunes et feront du réseau de médias numériques de la Société une destination fiable qui répond facilement et rapidement aux besoins quotidiens des Canadiens. En offrant aux Canadiens les technologies mobiles qui les aident à prendre des décisions plus éclairées quant à leurs achats et à se rapprocher du lieu de transaction, la Société vise à générer des bassins de consommateurs plus intéressés, à accroître l'utilisation directe et à fournir un meilleur rendement sur le capital investi pour les marchands qui utilisent les médias numériques mobiles de Pages Jaunes en tant que principale plateforme de marketing.

Rehausser la proposition de valeur aux clients

Le nombre de clients de la Société a atteint 245 000 clients au 31 décembre 2015, comparativement à 256 000 clients au 31 décembre 2014, ce qui représente une baisse nette de 11 000 clients en 2015, soit une amélioration importante par rapport à la baisse nette de 20 000 clients et de 33 000 clients en 2014 et en 2013, respectivement. L'augmentation du nombre de clients est essentielle à la croissance durable des produits tirés des médias et solutions numériques et, par conséquent, pour permettre à Pages Jaunes de renouer avec la croissance des produits et du BAIIA ajusté d'ici 2018.

Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2015, la Société a acquis 30 800 nouveaux clients, ce qui surpasse ses objectifs internes et le résultat de l'exercice précédent de 22 100 nouveaux clients. Les nouvelles technologies, les nouveaux programmes d'incitatifs à la vente et les nouvelles solutions de marketing ainsi que le renforcement de la culture de ventes ont joué un rôle essentiel dans l'accélération de l'acquisition de clients. En 2015, la Société a déployé une nouvelle plateforme de gestion des relations avec la clientèle afin d'optimiser l'affectation des occasions d'affaires, d'accroître les taux de conversion et d'améliorer la productivité des conseillers médias de Pages Jaunes. Les conseillers médias de Pages Jaunes disposent maintenant de technologies et d'outils axés sur les clients qui améliorent leur façon de vendre les solutions et de conseiller en utilisant des informations exclusives sur le marché pour mettre sur pied des programmes de marketing numérique à valeur ajoutée pour les clients. Le lancement de la solution Présence en avril 2015 a également favorisé l'acquisition de nouveaux clients, en aidant les PME à syndiquer leurs inscriptions d'affaires sur le Web à des prix d'entrée de gamme.

Le taux de renouvellement des clients a augmenté pour atteindre 85 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, comparativement à un taux de renouvellement de 84 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Il s'agit d'une amélioration qui surpasse les cibles internes et qui s'explique par un meilleur rendement sur le capital investi et une expérience client enrichie. De nouveaux processus et de nouvelles technologies ont été mis en place à l'intention des équipes des ventes, du service à la clientèle et du traitement des commandes de la Société afin d'améliorer la qualité des services offerts aux marchands. En parallèle, la Société a mis de nouvelles fonctionnalités en libre-service à la disposition des clients dans son site interentreprises Carrefour Affaires 360° (<http://carrefouraffaires.pj.ca/>) pour offrir aux marchands la possibilité de mettre à jour possibilité de mettre à jour leur profil d'entreprise et de suivre l'évolution de leurs campagnes de marketing en temps réel.

ACQUISITION DE CLIENTS ET RENOUVELLEMENT DES CONTRATS¹

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Nombre de clients	245 000	256 000
Nouveaux clients	30 800	22 100
Taux de renouvellement des clients	85 %	84 %

¹ Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

La croissance de la clientèle demeurera une composante cruciale du plan de retour à la croissance de Pages Jaunes. La Société prévoit renouer avec la croissance du nombre de clients au plus tard d'ici 2017, grâce à des initiatives visant à accélérer l'acquisition de clients et à maintenir le taux de renouvellement des clients.

De nouvelles technologies, telles que l'adoption de stratégies de vente fondées sur des données parmi nos canaux de vente directe et de vente par téléphone, seront mises en place pour favoriser la hausse des taux de conversion des occasions d'affaires. En parallèle, les processus liés aux ventes, au traitement des commandes des clients et au service à la clientèle seront davantage automatisés afin d'améliorer la qualité des programmes de marketing numérique des marchands.

Améliorer l'efficacité

Pages Jaunes recherche des occasions d'améliorer l'efficacité parmi ses activités liées aux médias imprimés et numériques. La Société a réduit les coûts de fabrication et de distribution des médias imprimés, en éliminant la distribution systématique de porte en porte des annuaires imprimés et en offrant plutôt les annuaires dans des boîtes publiques et des présentoirs chez les détaillants. Pages Jaunes a par ailleurs achevé un examen organisationnel approfondi (le réalignement de l'entreprise), au cours du deuxième semestre de 2015, ce qui a permis de rendre l'organisation plus légère, plus agile et plus collaborative. Le réalignement de l'entreprise découle des progrès réalisés par Pages Jaunes dans l'exécution de son plan, plus précisément des interdépendances qui ont été créées entre les fonctions des technologies de l'information, de la stratégie et du marketing de Pages Jaunes et de la mise hors service des systèmes, des plateformes et des processus traditionnels désuets. Le réalignement de l'entreprise s'est traduit par une réduction de la main-d'œuvre aux troisième et quatrième trimestres de 2015, visant environ 300 employés, touchant des fonctions qui ont été intégrées à d'autres fonctions ou qui ne sont plus alignées à la réalité numérique de Pages Jaunes.

Tout au long de 2016, la Société continuera de réaliser des efficacités opérationnelles qui découleront de l'optimisation en continu des activités liées aux médias imprimés, en plus des économies de coûts réalisées grâce à l'internalisation et à l'automatisation de diverses fonctions de traitement des commandes.

PERSPECTIVES

La Société confirme ses prévisions financières à long terme par rapport au plan de retour à la croissance. Le plan vise à positionner Pages Jaunes en tant que chef de file en matière de médias numériques au Canada, pour ultimement lui permettre de renouer avec la croissance des produits consolidés et du BAIIA ajusté d'ici 2018. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, Pages Jaunes prévoit ce qui suit :

- une croissance organique, d'un exercice à l'autre, des produits tirés des médias et solutions numériques à un taux à un chiffre élevé;
- des marges sur BAIIA ajusté de 30 %;
- des dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail, de 60 M\$;
- un remboursement d'approximativement 100 M\$ de ses billets garantis de premier rang à 9,25 %.

Aux fins de la préparation des perspectives énoncées ci-dessus, la Société a émis un certain nombre d'hypothèses :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative au-delà des niveaux actuellement prévus;
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeure négligeable. Les dépenses annuelles, déduction faite des produits, libellées en dollars américains seront approximativement de 30 M\$;
- Le marché canadien de la publicité numérique locale affiche une croissance de 10 % par année;
- Le taux de recul des produits tirés des médias imprimés se stabilise;
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui offriront aux clients le rendement sur le capital investi prévu;
- La répartition des produits entre les services et les solutions de revente numériques détenus et exploités par la Société ne variera pas de façon significative par rapport aux niveaux actuellement prévus;
- La Société sera en mesure d'accélérer davantage le rythme d'acquisition de clients, lequel générera les produits moyens par client actuellement prévus et, au fil du temps, de fidéliser les clients nouvellement acquis et de leur vendre de nouveaux produits;
- Les investissements dans la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques;
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques;
- La Société sera en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficience.

La Société met en garde le lecteur que les hypothèses utilisées pour préparer les perspectives présentées ci-dessus, bien que raisonnables à l'heure actuelle, pourraient s'avérer inexactes. Par conséquent, nos résultats réels pourraient différer de façon significative de nos attentes telles qu'elles sont présentées dans la présente section. Les perspectives énoncées ci-dessus devraient être lues parallèlement à la section « Information prospective » qui commence à la page 9 du présent rapport de gestion et sous réserve de celle-ci.

2. RÉSULTATS

Cette section présente un aperçu de notre performance financière en 2015 par rapport à 2014 et à 2013. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance. Certaines de ces mesures ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 11 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

PERFORMANCE GLOBALE

- Les produits ont diminué de 47,8 M\$, ou 5,4 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 829,8 M\$.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 9,8 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 486,3 M\$ en 2015. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 58,6 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 50,5 % pour la période correspondante de 2014.
- Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté) a diminué de 55,3 M\$, ou 17,5 %, par rapport à la période correspondante en 2014, pour s'établir à 260,7 M\$.

FAITS SAILLANTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION ET LES POURCENTAGES)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Produits	829 771 \$	877 528 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	260 687 \$	315 976 \$
Marge sur BAIIA ajusté	31,4 %	36 %
Bénéfice net	61 055 \$	188 540 \$
Bénéfice de base par action	2,29 \$	6,95 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	197 566 \$	156 507 \$
Flux de trésorerie disponibles ¹	122 145 \$	72 557 \$

¹ Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.

PRODUITS

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

↓ (5,4 %)

2015	829,8 \$
2014	877,5 \$

BAIIA AJUSTÉ

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

↓ (17,5 %)

2015	260,7 \$
2014	316 \$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Produits	829 771 \$	877 528 \$	971 761 \$
Coûts d'exploitation	569 084	561 552	555 649
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et charges spéciales	260 687	315 976	416 112
Amortissements	80 837	78 076	60 164
Frais de restructuration et charges spéciales	30 834	18 359	23 338
Bénéfice d'exploitation	149 016	219 541	332 610
Charges financières, montant net	60 922	72 116	93 357
Bénéfice avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	88 094	147 425	239 253
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	27 039	(40 937)	63 421
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	-	(178)	(698)
Bénéfice net	61 055 \$	188 540 \$	176 530 \$
Bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	2,29 \$	6,95 \$	6,34 \$
Bénéfice dilué par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	2,05 \$	5,81 \$	5,46 \$

Aux 31 décembre	2015	2014	2013
Total de l'actif	1 710 627 \$	1 749 560 \$	1 794 034 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débiteures échangeables)	407 353 \$	507 911 \$	647 468 \$
Débiteures échangeables	90 478 \$	88 959 \$	87 934 \$

ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS**COMPARAISON DE L'EXERCICE 2015 ET DE L'EXERCICE 2014****Produits**

Les produits ont diminué de 5,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 829,8 M\$ en 2015, comparativement à 877,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits continuent de subir l'incidence négative de la réduction du nombre de clients au sein des principales activités de Pages Jaunes et de la diminution des dépenses liées aux médias imprimés parmi les clients qui renouvellent leur contrat.

Les produits tirés des médias et solutions numériques représentent une part croissante des produits consolidés de la Société. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 9,8 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 486,3 M\$ en 2015, ou 58,6 % des produits, contre 442,8 M\$, ou 50,5 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des médias et solutions numériques a été principalement attribuable à l'accélération de l'acquisition de clients, à la croissance des dépenses parmi les clients des médias numériques de la Société qui renouvellent leur contrat, ainsi qu'à l'acquisition de DPCF le 1^{er} juillet 2015. Compte non tenu de DPCF, les produits tirés des médias et solutions numériques pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont augmenté d'environ 6 % d'un exercice à l'autre.

Le nombre de clients de Pages Jaunes a atteint 245 000 clients au 31 décembre 2015, par rapport à 256 000 clients au 31 décembre 2014, ce qui représente une baisse nette de 11 000 clients en 2015, soit une amélioration importante par rapport à la baisse nette de 20 000 clients en 2014. L'accélération de l'acquisition des clients, ainsi que l'amélioration des taux de fidélisation des clients, ont contribué à ce résultat. Pour la période de douze mois close le 31 décembre 2015, Pages Jaunes a acquis 30 800 nouveaux clients, ce qui représente un résultat supérieur aux cibles internes et au résultat de l'exercice précédent de 22 100 nouveaux clients. Le taux de renouvellement des clients a également augmenté pour atteindre 85 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, soit une hausse par rapport à 84 % en 2014 (se reporter à l'énoncé « Rehausser la proposition de valeur aux clients », sous la section « Stratégie et capacité à produire des résultats »).

La Société demeure engagée à vendre de nouveaux produits aux clients des médias numériques et à aider ces derniers à mettre sur pied des programmes de marketing plus complets. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, 44 % des clients qui renouvellent leur contrat ont augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles d'un exercice à l'autre, comparativement à 31 % des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour aider Pages Jaunes à générer une croissance à

long terme durable des produits tirés des médias et solutions numériques, la vente de nouveaux produits aux clients des médias numériques est essentielle, puisque les produits moyens par client d'entrée de gamme sont peu élevés pour les nouveaux clients.

Stimulé par l'acquisition de clients et la croissance des dépenses des produits numériques parmi les clients qui renouvellent, le nombre de clients recourant exclusivement aux produits numériques a augmenté pour s'établir à 54 500, soit une proportion de 22 % des clients, au 31 décembre 2015, comparativement à 37 000 clients recourant exclusivement aux produits numériques, soit une proportion de 14 % des clients, à la période correspondante de l'exercice précédent. Les solutions de positionnement prioritaire en ligne et mobiles de la Société demeurent les solutions numériques les plus prisées par les PME, avec des taux de pénétration qui atteignaient 61 % et 27 %, respectivement, au 31 décembre 2015, ce qui se compare favorablement aux taux de pénétration de 57 % et de 24 %, respectivement, à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 21 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 343,4 M\$ en 2015, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul dans le nombre de clients des médias imprimés et de la migration des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique. Le taux de recul des produits tirés des médias imprimés s'est toutefois stabilisé, soutenu en partie par l'amélioration du contenu et les initiatives à l'égard des prix qui ont préservé l'utilisation des annuaires imprimés et favorisé le renouvellement des dépenses pour la publicité imprimée parmi les clients.

PÉNÉTRATION DE LA CLIENTÈLE¹

Aux 31 décembre	2015	2014
Médias imprimés	78 %	85 %
Médias numériques détenus et exploités²	66 %	63 %
Positionnement prioritaire en ligne	61 %	57 %
Positionnement prioritaire mobile	27 %	24 %
Positionnement traditionnel	1 %	4 %
Services numériques³	10 %	10 %

VARIATION DES DÉPENSES¹

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Chez les clients qui ont renouvelé leur contrat¹		
Augmentation des dépenses⁴		
Distribution des clients	44 %	31 %
% des produits	32 %	30 %
Dépenses stables⁵		
Distribution des clients	39 %	51 %
% des produits	27 %	30 %
Diminution des dépenses⁶		
Distribution des clients	17 %	18 %
% des produits	41 %	40 %
Produits moyens par client⁷	2 930 \$	3 063 \$

INDICATEURS D'EXPLOITATION

Aux 31 décembre	2015	2014
Taux de pénétration de la Solution 360° PJ ¹	38 %	36,6 %
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	54 500	37 000
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) ⁸	486 346 \$	442 830 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits ⁸	58,6 %	50,5 %

¹ Clients des principales activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de Présence Essentielle ou PrésencePro, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

³ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de PrésencePro étendue, de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook ou d'affichage numérique ciblé.

⁴ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

⁵ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

⁶ Clients de PJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

⁷ Les produits moyens par client pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ont été retraités afin de ne pas tenir compte de l'apport de Mediative.

⁸ Pour les exercices clos les 31 décembre.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 55,3 M\$ pour s'établir à 260,7 M\$ en 2015, comparativement à une diminution de 100,1 M\$, pour s'établir à 316 M\$ à la période correspondante de 2014, ce qui représente une baisse de 17,5 % d'un exercice à l'autre en 2015, comparativement à une baisse de 24,1 % d'un exercice à l'autre à l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour 2015 s'est établie à 31,4 %, comparativement à 36 % pour 2014. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 est imputable principalement à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits, facteurs partiellement contrebalancés par des initiatives d'économie de coûts et une baisse des charges liées aux employés. La marge sur BAIIA ajusté a aussi subi l'incidence négative des activités de Mediative, de 411.ca et de DPCF de la Société, qui opèrent à des marges sur BAIIA ajusté moins élevées que les principales activités de Pages Jaunes.

Le coût des produits vendus a augmenté de 12,9 M\$ pour s'établir à 319,8 M\$ en 2015, comparativement à 306,9 M\$ pour la période correspondante de 2014. L'augmentation au cours de l'exercice découle principalement de l'acquisition de 411.ca et de DPCF le 1^{er} juin 2014 et le 1^{er} juillet 2015, respectivement, et d'une modification de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts générées par les initiatives d'optimisation des médias imprimés.

En 2015, la marge brute a diminué pour s'établir à 61,5 %, comparativement à 65 % en 2014. La diminution s'explique surtout par une modification de la composition des produits et par l'acquisition de 411.ca et de DPCF.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 5,4 M\$ pour s'établir à 249,3 M\$ en 2015, comparativement à 254,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. La diminution est principalement attribuable à des économies de coûts découlant du réalignement de l'entreprise, des charges liées aux employés et des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, facteurs contrebalancés en partie par des charges liées à 411.ca et à DPCF.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 80,8 M\$ en 2015, comparativement à 78,1 M\$ en 2014. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société.

Frais de restructuration et charges spéciales

En 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 30,8 M\$ liés principalement à la réduction de la main-d'œuvre dans le cadre du réalignement de l'entreprise, de même qu'à des réorganisations internes, à des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises et à des coûts de résiliation de contrats, facteurs contrebalancés en partie par un gain découlant de la réduction de la main-d'œuvre. En 2014, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et des charges spéciales de 18,4 M\$ liés principalement à des réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre, facteurs contrebalancés en partie par un gain net découlant de la réduction de la main-d'œuvre.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 11,2 M\$ pour s'établir à 60,9 M\$ en 2015, comparativement à 72,1 M\$ en 2014. La diminution s'explique essentiellement par un plus faible niveau d'endettement. Aux 31 décembre 2015 et 2014, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9 %.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,70 % et à 26,56 % pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, respectivement. La Société a inscrit une charge de 27 M\$ pour l'exercice, comparativement à une économie de 40,9 M\$ en 2014. La Société a comptabilisé une charge d'impôt de 30,69 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et une économie de 27,77 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2014 s'explique principalement par une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt au quatrième trimestre de 2014, à la suite du règlement d'avis de cotisation auprès de l'Agence du revenu du Canada.

Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées

Le 1^{er} juin 2014, nous avons fait l'acquisition de la participation restante de 70 % dans 411.ca, dont les résultats sont désormais consolidés avec ceux de PJ. Nous avons comptabilisé un bénéfice de 0,2 M\$ pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'à la date d'acquisition.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 61,1 M\$ en 2015, comparativement à 188,5 M\$ pour 2014. La diminution pour l'exercice est principalement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des frais de restructuration et charges

spéciales, ainsi qu'à une économie d'impôt de 84,8 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2014, liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation.

COMPARAISON DE L'EXERCICE 2014 ET DE L'EXERCICE 2013

Produits

Les produits ont diminué de 9,7 % pour s'établir à 877,5 M\$ en 2014, comparativement à 971,8 M\$ en 2013. Les produits ont subi principalement l'incidence de la perte globale de clients. Pour contrebalancer ces tendances et retourner à une croissance du nombre de clients d'ici 2017, Pages Jaunes a investi afin d'accélérer le rythme annualisé d'acquisition de clients et d'offrir une expérience améliorée aux clients actuels et futurs.

En 2014, les produits consolidés tirés des médias imprimés ont diminué de 23,1 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 434,7 M\$. Pour stimuler les produits tirés des médias imprimés, la Société a lancé l'initiative Simplification de l'annuaire imprimé (« SAI ») dans certains marchés ruraux en 2014. En augmentant la taille des publicités imprimées sans coûts additionnels pour le client ou presque, l'initiative SAI assure le taux de renouvellement de la part des clients tout en préservant le contenu et en faisant la promotion de l'utilisation de ses annuaires imprimés. L'initiative simplifie également le processus de vente pour nos conseillers médias en réduisant le nombre de produits imprimés à présenter aux clients.

Les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques se sont élevés à 442,8 M\$ en 2014, soit une augmentation de 9 %. Nous avons franchi une étape importante en 2014 : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont représenté plus de 50 % des produits. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont représenté 50,5 % des produits consolidés, soit une hausse comparativement à 41,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques relativement aux principales activités de PJ, compte non tenu de l'incidence de Mediative, de 411.ca et de PJ Immobilier, ont augmenté de 9,1 % d'un exercice à l'autre. Cette croissance a été stimulée par la migration continue des dépenses des clients des médias imprimés vers les solutions numériques, ainsi que par l'accélération de l'acquisition de clients, la majorité des nouveaux clients n'achetant que des produits numériques. Au 31 décembre 2014, le nombre de clients recourant exclusivement aux médias numériques a augmenté pour s'établir à 37 000, comparativement à 23 900 à la même date à l'exercice précédent. Les clients recourant exclusivement aux médias numériques ont représenté 14,5 % de la clientèle de PJ au 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 8,7 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2014, 57,3 % des clients de PJ ont acheté nos produits de positionnement prioritaire en ligne détenus et exploités, comparativement à 47,1 % à la même date à l'exercice précédent. L'adoption de nos produits de positionnement prioritaire mobile s'est également accrue, avec un taux de pénétration de la clientèle atteignant 24,1 % au 31 décembre 2014, comparativement à 14,9 % à l'exercice précédent. Pages Jaunes a investi dans l'augmentation du trafic sur l'ensemble de son réseau de solutions numériques en vue de favoriser l'acquisition et la fidélisation de clients ainsi que le rendement du capital investi à l'égard de l'ensemble de ses produits de positionnement prioritaire détenus et exploités.

BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté a diminué de 100,1 M\$ pour s'établir à 316 M\$ en 2014, comparativement à 416,1 M\$ en 2013. La diminution du BAlIA ajusté a été imputable principalement à la baisse des produits, combinée à une baisse de la marge sur BAlIA ajusté. Notre marge sur BAlIA ajusté pour 2014 s'est établie à 36 %, comparativement à 42,8 % pour 2013. La baisse des produits et les investissements supplémentaires relatifs au plan de retour à la croissance ont été les principaux facteurs expliquant la diminution de la marge sur BAlIA ajusté en 2014.

Le coût des produits vendus a diminué de 10,7 M\$ pour s'établir à 306,9 M\$ pour 2014, comparativement à 317,6 M\$ pour 2013. La diminution pour l'exercice découlait de la diminution des coûts des produits vendus liée à la baisse des produits, de la diminution des coûts de fabrication liés aux médias imprimés et de la réduction de la main-d'œuvre en raison de la baisse dans nos secteurs traditionnels. Ces économies de coûts ont été en partie contrebalancées par une augmentation des coûts liés à la prestation et à l'exécution de nos produits et services numériques et des charges liées à 411.ca.

Pour 2014, la marge brute a diminué pour s'établir à 65 %, comparativement à 67,3 % pour 2013. La diminution a été principalement attribuable à une diminution des produits tirés des médias imprimés.

Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 16,6 M\$ pour s'établir à 254,7 M\$ en 2014, comparativement à 238,1 M\$ pour la période correspondante de 2013. L'augmentation était essentiellement attribuable aux investissements au titre de la transformation numérique, facteur contrebalancé en partie par une diminution des créances douteuses et par un avantage non récurrent lié au dénouement favorable d'un litige.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté, passant de 60,2 M\$ en 2013 à 78,1 M\$ en 2014. L'augmentation résultait de la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progressait la transformation numérique des activités de la Société.

Frais de restructuration et charges spéciales

En 2014, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 18,4 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre, partiellement contrebalancées par un gain découlant de la réduction de la main-d'œuvre. En 2013, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 23,3 M\$ qui étaient associés à une réduction de la main-d'œuvre d'environ 300 employés, à la résiliation et à la renégociation de certaines obligations contractuelles ainsi qu'au départ de l'ancien président et chef de la direction.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 21,2 M\$ pour s'établir à 72,1 M\$ au cours de 2014, comparativement à 93,4 M\$ pour 2013. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 résultait essentiellement d'un plus faible niveau d'endettement et d'une hausse des produits d'intérêts sur les actifs du régime à prestations définies. Au 31 décembre 2014, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'est établi à 9 %, comparativement à 9,1 % en 2013.

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,56 % et à 26,46 % pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, respectivement. La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 40,9 M\$ pour l'exercice, comparativement à une charge de 63,4 M\$ en 2013.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2014 tenait essentiellement à une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt au quatrième trimestre de 2014 à la suite du règlement d'avis de cotisation auprès de l'Agence du revenu du Canada.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2013 s'expliquait par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées

Le 1^{er} juin 2014, nous avons fait l'acquisition de la participation restante de 70 % dans 411.ca. En 2014, nous avons comptabilisé un bénéfice de 0,2 M\$ pour la période allant du 1^{er} janvier 2014 à la date d'acquisition, comparativement à 0,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Les bénéfices liés à nos participations dans des entreprises associées pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comprenaient l'amortissement des immobilisations incorporelles relatif à ce placement en titres de capitaux propres.

Bénéfice net

En 2014, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 188,5 M\$, comparativement à 176,5 M\$ en 2013. Ce résultat tenait essentiellement à la diminution du BAIIA ajusté, facteur plus que contrebalancé par une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt au quatrième trimestre de 2014, à la suite du règlement d'avis de cotisation.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES ET LES MONTANTS PAR ACTION)

	2015				2014			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	208 505 \$	210 593 \$	204 771 \$	205 902 \$	215 319 \$	218 427 \$	220 579 \$	223 203 \$
Coûts d'exploitation	144 007	146 783	143 178	135 116	150 487	143 165	139 318	128 582
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA ajusté)	64 498	63 810	61 593	70 786	64 832	75 262	81 261	94 621
Marge sur BAIIA ajusté	30,9 %	30,3 %	30,1 %	34,4 %	30,1 %	34,5 %	36,8 %	42,4 %
Amortissements	20 792	21 161	20 212	18 672	22 003	19 723	18 146	18 204
Frais de restructuration et charges spéciales	17 168	9 113	2 551	2 002	5 714	2 746	6 784	3 115
Bénéfice d'exploitation	26 538	33 536	38 830	50 112	37 115	52 793	56 331	73 302
Bénéfice net	5 866	13 155	16 510	25 524	95 225	26 542	27 551	39 222
Bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	0,22 \$	0,49 \$	0,62 \$	0,95 \$	3,53 \$	0,98 \$	1,01 \$	1,43 \$
Bénéfice dilué par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	0,21 \$	0,44 \$	0,54 \$	0,81 \$	2,88 \$	0,84 \$	0,87 \$	1,22 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre en raison essentiellement de la perte globale de clients et du recul des dépenses liées aux médias imprimés de nos clients qui renouvellent leur contrat. L'acquisition de DPCF, le 1^{er} juillet 2015, a eu une incidence favorable sur les produits du troisième et du quatrième trimestre de 2015.

Notre marge sur BAIIA ajusté a diminué en 2015, par rapport à 2014, ce qui reflète la diminution des produits tirés des médias imprimés et la perte sur marge imputable à une modification de la composition des produits. À compter du deuxième trimestre de 2014, notre marge sur BAIIA ajusté a également subi l'incidence négative d'une hausse des investissements liée au plan. Notre marge sur BAIIA ajusté a augmenté au premier trimestre de 2015, en raison principalement du moment où ont été effectués divers investissements liés à l'exécution de la transformation numérique de la Société et de l'incidence favorable des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Les marges sur BAIIA ajusté sont demeurées relativement stables depuis le deuxième trimestre de 2015, la baisse des produits tirés de médias imprimés, les modifications de la composition des produits et l'acquisition de DPCF ayant été contrebalancées par les initiatives d'économie de coûts, la baisse des charges liées aux employés et les modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les coûts d'exploitation du premier trimestre de 2014 ont profité d'un avantage non récurrent lié à l'issue favorable d'un litige. Les coûts d'exploitation aux premier et troisième trimestres de 2015 ont bénéficié de l'incidence positive des modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, tandis que les coûts d'exploitation au quatrième trimestre de 2015 ont bénéficié de l'incidence positive de la baisse des charges liées aux employés. Les coûts d'exploitation au troisième et au quatrième trimestres de 2015 ont augmenté en raison des coûts liés à DPCF, acquise le 1^{er} juillet 2015.

Les amortissements ont augmenté d'un trimestre à l'autre, à l'exception du premier trimestre de 2015, en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées au déploiement de plateformes dans le cadre de la transformation numérique de la Société. La diminution au premier trimestre de 2015 tient essentiellement à l'amortissement complet de certaines immobilisations incorporelles.

À mesure que la Société progresse dans le déploiement de son plan et de sa transformation, passant d'une entreprise axée sur les médias imprimés à une entreprise axée sur les médias numériques, elle a entamé des réductions de la main-d'œuvre et des initiatives de contrôle des coûts qui ont donné lieu à des frais de restructuration et des charges spéciales au cours des derniers trimestres.

Au quatrième trimestre de 2015, notre bénéfice net a subi l'incidence négative d'une baisse du BAIIA ajusté et d'une hausse des frais de restructuration, alors qu'au quatrième trimestre de 2014, il avait profité de l'incidence favorable d'une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2015

Produits

Au cours du quatrième trimestre de 2015, les produits ont diminué de 3,2 % pour se chiffrer à 208,5 M\$, contre 215,3 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont continué de subir l'incidence négative de la réduction du nombre de clients au sein des principales activités de Pages Jaunes et de la diminution des dépenses liées aux médias imprimés parmi les clients qui renouvellent leur contrat.

Les produits tirés des médias et solutions numériques se sont élevés à 129,2 M\$ au quatrième trimestre de 2015, soit une croissance de 10,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2015, les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont représenté 62 % des produits consolidés, soit une augmentation par rapport à 54,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent. L'acquisition de DPCF, l'accélération de l'acquisition de clients, ainsi que la croissance soutenue des dépenses des produits numériques parmi les clients de Pages Jaunes qui renouvellent ont eu une incidence favorable sur la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques. Compte non tenu de DPCF, les produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre clos le 31 décembre 2015 ont augmenté d'environ 4 % d'un exercice à l'autre. Ce résultat s'explique principalement par la croissance moins importante que prévu du canal national de Mediative, en raison d'un retard en ce qui concerne l'ajout de nouveaux annonceurs au réseau publicitaire de Mediative.

Les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 19,4 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 79,3 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2015, affichant une diminution annuelle stable.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est demeuré relativement stable, à 64,5 M\$ au quatrième trimestre de 2015, comparativement à 64,8 M\$ à la période correspondante de 2014. Au quatrième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté a bénéficié de l'incidence favorable du réalignement de l'entreprise et de la baisse des charges liées aux employés, facteurs contrebalancés par une baisse des produits. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2015 s'est établie à 30,9 %, comparativement à 30,1 % pour la période correspondante de 2014, en raison de l'incidence positive du réalignement de l'entreprise et des charges liées aux employés, facteurs contrebalancés par l'acquisition de DPCF qui exerce ses activités à une marge sur BAIIA ajusté moins élevée.

Le coût des produits vendus a augmenté de 2,6 M\$ pour s'établir à 82,1 M\$ au quatrième trimestre de 2015, comparativement à 79,5 M\$ à la période correspondante de 2014. L'augmentation pour le quatrième trimestre de 2015 découle essentiellement de l'acquisition de DPCF, facteurs contrebalancés en partie par les économies de coûts générées par les initiatives d'optimisation des médias imprimés.

Au quatrième trimestre de 2015, la marge brute a reculé pour s'établir à 60,6 %, comparativement à 63,1 % pour la période correspondante de 2014. Le recul est principalement attribuable à l'acquisition de DPCF.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 9 M\$ pour s'établir à 61,9 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2015, comparativement à 71 M\$ pour la période correspondante de 2014. La diminution tient essentiellement au réaligement de l'entreprise et aux charges liées aux employés, facteurs contrebalancés en partie par l'acquisition de DPCF.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 20,8 M\$ au quatrième trimestre de 2015, alors qu'ils s'étaient établis à 22 M\$ au quatrième trimestre de 2014. La diminution est attribuable au moment de la fin des dépenses d'investissement relatives au déploiement de logiciels et au matériel des systèmes d'information et de technologies de l'information.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du quatrième trimestre de 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 17,2 M\$ se rapportant surtout à la réduction de la main-d'œuvre liée au réaligement de l'entreprise et aux coûts relatifs à la résiliation de contrats, lesquels ont été partiellement contrebalancés par un gain découlant de la réduction de la main-d'œuvre. Au cours du quatrième trimestre de 2014, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 5,7 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre, partiellement contrebalancés par un gain découlant de la réduction de la main-d'œuvre.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 1,9 M\$ pour s'établir à 15,3 M\$ au quatrième trimestre de 2015, comparativement à 17,2 M\$ à la période correspondante de 2014. La diminution pour le quatrième trimestre de 2015 s'explique essentiellement par un plus faible niveau d'endettement.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,70 % et à 26,56 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2015 et 2014, respectivement. La Société a comptabilisé une charge de 47,8 % pour le quatrième trimestre de 2015, par rapport à une économie de 379,2 % au quatrième trimestre de 2014.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au quatrième trimestre de 2015 tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant à l'égard d'actifs de nos filiales à l'étranger ainsi que d'éléments non imposables et non déductibles.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au quatrième trimestre de 2014 tient essentiellement à une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt au quatrième trimestre de 2014, à la suite du règlement d'avis de cotisation auprès de l'Agence du revenu du Canada.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 5,9 M\$ au quatrième trimestre de 2015, comparativement à 95,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre de 2014, nous avons comptabilisé une économie d'impôt de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt à la suite du règlement d'avis de cotisation. La baisse du BAIIA ajusté et la hausse des frais de restructuration et charges spéciales au cours du quatrième trimestre de 2015 ont également contribué à la diminution d'un exercice à l'autre.

3. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES POURCENTAGES)

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie	67 253 \$	102 776 \$
Billets garantis de premier rang	406 733 \$	507 014 \$
Débiteures échangeables	90 478	88 959
Obligations en vertu de contrats de location-financement	620	897
Dette nette ¹	430 578 \$	494 094 \$
Capitaux propres	759 524	684 180
Capitalisation totale	1 190 102 \$	1 178 274 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	36,2 %	41,9 %

RATIO DE LA DETTE NETTE¹ SUR LE BAIIA AJUSTÉ DES DOUZE DERNIERS MOIS²

31 déc. 2015	1,7
31 déc. 2014	1,6

STRUCTURE DU CAPITAL

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

31 déc. 2015	760 \$	431 \$
31 déc. 2014	684 \$	494 \$

■ Total des capitaux propres
■ Dette nette

Au 31 décembre 2015, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 430,6 M\$, comparativement à 494,1 M\$ au 31 décembre 2014.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois^{1,2} s'établissait à 1,7 fois au 31 décembre 2015, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2014. L'augmentation découle de l'acquisition de DPCF qui a entraîné une sortie de trésorerie de 50 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2015.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2015, la Société avait des lettres de crédit de 4,2 M\$ émises et en cours en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 45,8 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2015. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable.

Au 31 décembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

¹ La dette nette est une mesure non définie par les IFRS qui représente la dette externe à long terme, déduction faite de la trésorerie, telle que ces mesures sont présentées conformément aux IFRS.

² Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 11 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société a remboursé un total de 100,3 M\$ en 2015, et de 393,3 M\$ depuis le 20 décembre 2012, de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 406,7 M\$ au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour effectuer semestriellement un rachat le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire, sous réserve de certaines conditions. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

La Société devait effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux d'un montant global de 125 M\$ pour les exercices 2014 et 2015 combinés. La Société a effectué des paiements de rachat obligatoire de 139,6 M\$ en 2014, soit plus que le paiement de rachat obligatoire minimal de 125 M\$. Par conséquent, la Société a effectué ses paiements de rachat obligatoire minimaux et devra seulement utiliser un montant équivalant à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter semestriellement les billets garantis de premier rang.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

Débiteures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débiteures échangeables subordonnées de premier rang (les « débiteures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débiteures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débiteures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débiteures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débiteures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 décembre 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débiteures échangeables.

Option d'échange

Les débiteures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

NOTATIONS

DBRS LIMITED	STANDARD & POOR'S RATING SERVICES
B/cote de l'émetteur – tendance positive	B/cote de la Société – perspective stable
B (élevée)/cote des billets garantis de premier rang	BB-/cote des billets garantis de premier rang
CCC (élevée)/cote des débentures échangeables	CCC+/cote des débentures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les rachats obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 10 février 2016, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 64,3 M\$ et un montant de 45,8 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 11 février 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Actions ordinaires en circulation	28 063 919	28 063 919	27 976 661
Débentures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 498	2 995 498	2 995 506
Options sur actions en cours ²	522 950	522 950	480 200

¹ Au 11 février 2016, le montant en capital des débentures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

² Le solde des options sur actions en cours de 522 950 au 11 février 2016 et au 31 décembre 2015 comprend 117 000 et 78 000 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Aucune option sur actions ne pouvait être exercée au 31 décembre 2014.

Obligations contractuelles et autres engagements

Obligations contractuelles

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Total	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2015			
		1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Dette à long terme ^{1, 2}	406 733 \$	98 268 \$	308 465 \$	– \$	– \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement ¹	620	262	272	86	–
Débetures échangeables ¹	107 089	–	–	–	107 089
Contrats de location simple	145 726	21 771	28 796	12 921	82 238
Autres	69 462	39 881	24 699	850	4 032
Total des obligations contractuelles	729 630 \$	160 182 \$	362 232 \$	13 857 \$	193 359 \$

¹ Montant en capital.² Le remboursement des billets garantis de premier rang pourrait varier en fonction de la clause des flux de trésorerie excédentaires en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Obligations en vertu de contrats de location-financement

Nous concluons des contrats de location-financement relatifs à du matériel de bureau et à des logiciels. Au 31 décembre 2015, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2019 totalisaient 0,6 M\$.

Contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location simple. Au 31 décembre 2015, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location simple jusqu'en 2034 totalisaient 145,7 M\$.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2016 et 2038. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2015, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 69,4 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2015, les actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisaient 486,4 M\$ et étaient investis dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2015 s'est établi à 5 %, soit un rendement supérieur de 0,7 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 mai 2015. L'évaluation de mai 2015 a révélé un déficit de solvabilité de 100,5 M\$, montant qui sera financé sur une période de cinq ans. La prochaine évaluation actuarielle devra avoir lieu au plus tard le 31 mai 2016.

En 2015, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 44,6 M\$, ce qui comprend un montant de 29,3 M\$ pour financer le déficit. En 2016, le total des paiements en espèces devrait s'élever à 41,4 M\$, dont une tranche de 26,5 M\$ servira à financer le déficit.

PROVENANCE ET UTILISATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	208 270 \$	163 013 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(10 704)	(6 506)
	197 566 \$	156 507 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(69 190) \$	(69 179) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 231)	(14 771)
Acquisitions d'entreprise, déduction faite de la trésorerie acquise	(51 063)	(33 504)
Produit du règlement d'un billet à recevoir	–	14 100
Autres	–	(116)
	(126 484) \$	(103 470) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme	(100 650) \$	(140 098) \$
Achat d'actions restreintes	(6 838)	(12 450)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	883	–
	(106 605) \$	(152 548) \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation**Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation**

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 45,3 M\$, passant de 163 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 à 208,3 M\$ pour la période correspondante de 2015. Les flux de trésorerie provenant de l'impôt sur le résultat ont augmenté de 98,2 M\$, principalement en raison du montant net d'impôt sur le résultat de 46,7 M\$ reçu en 2015 en raison d'un règlement fiscal couvrant des exercices antérieurs, contre un montant net d'impôt sur le résultat de 51,5 M\$ payé pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 relatif à l'année d'imposition 2013, pour laquelle aucun acompte provisionnel n'avait été versé, et aux acomptes provisionnels versés pour 2014. Ce montant a été contrebalancé par la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 56,8 M\$.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 a donné lieu à une sortie de 10,7 M\$ comparativement à une sortie de 6,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'explique principalement par la hausse des paiements au titre de la rémunération variable qui a été partiellement contrebalancée par une baisse des frais de publication différés qui découle de la mise en œuvre d'un nouveau modèle de distribution des annuaires imprimés en 2015. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les actifs et les passifs d'exploitation sont demeurés relativement stables.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 126,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, comparativement à 103,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, nous avons investi un montant de 69,2 M\$ et de 6,2 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information, comparativement à 69,2 M\$ et à 14,8 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées en 2014 et en 2015 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada.

Le 1^{er} juillet 2015, nous avons acquis la totalité des actions du réseau DPCF pour un prix d'achat de 50,2 M\$. En 2014, nous avons fait l'acquisition de la participation restante dans 411.ca pour une contrepartie nette de 22,7 M\$, ainsi que des actions de Bookenda et des actifs de dine.TO pour une contrepartie globale de 10,8 M\$. Ces activités d'investissement ont été contrebalancées en partie par la réception d'un produit en trésorerie de 14,1 M\$ découlant du règlement d'un billet à recevoir.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 106,6 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, comparativement à 152,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, nous avons remboursé une tranche de 100,3 M\$ des billets garantis de premier rang, comparativement à un remboursement de 139,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 6,8 M\$, comparativement à 12,5 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, 87 250 options sur actions ont été exercées pour un produit en trésorerie de 0,9 M\$.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.)

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme et les débentures échangeables.

Instruments dérivés

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 décembre 2015. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Pour les trimestres clos les 31 décembre		Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	42 417 \$	30 566 \$	197 566 \$	156 507 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	17 168	34 435	75 421	83 950
Flux de trésorerie disponibles	25 249 \$	(3 869) \$	122 145 \$	72 557 \$

5. HYPOTHÈSES CRITIQUES

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Immobilisations incorporelles, goodwill et immobilisations corporelles

Les valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes, qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes nécessitent une bonne part de jugement et pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes si les estimations actuelles de la performance future et des justes valeurs changeaient. L'établissement de ces estimations pourrait avoir des répercussions sur le montant de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisé au cours des périodes ultérieures ainsi que sur la dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles.

Pages Jaunes évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle identifiable ou d'un goodwill à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle utilise une bonne part de jugement.

Pages Jaunes a soumis le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie au test de dépréciation annuel selon la politique décrite à la note 3.12 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») a été établie en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle d'établissement des flux de trésorerie actualisés selon des hypothèses clés importantes, notamment en ce qui a trait aux flux de trésorerie après impôt prévus sur une longue période, aux taux de croissance finaux et aux taux d'actualisation. Nous avons utilisé des statistiques publiques ou obtenu des conseils, quand cela était possible, au moment d'établir les hypothèses que nous avons utilisées. Des renseignements détaillés sur les tests de dépréciation de Pages Jaunes sont fournis à la note 4 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie par l'actualisation des sorties de trésorerie futures estimées au moyen des taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement de la charge au titre des avantages du personnel nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le rendement attendu des actifs disponibles pour la capitalisation des obligations au titre du régime, le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Aux fins du calcul du rendement attendu des actifs du régime, les actifs sont évalués à la juste valeur. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales dans l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu.

Pages Jaunes est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Une bonne part de jugement est requise pour établir la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées de sérieuses discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents. Pages Jaunes examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la provision au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

NORMES COMPTABLES

Certaines nouvelles normes, interprétations et certaines nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

Modifications d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié le document Modifications d'International Accounting Standard (« IAS ») 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables, afin de préciser que l'utilisation de modes d'amortissement fondé sur les produits pour calculer l'amortissement des immobilisations corporelles n'est pas appropriée, puisque les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent généralement des facteurs autres que la consommation des avantages économiques intrinsèques de l'actif connexe. L'IASB précise aussi que les produits ne constituent pas, de façon générale, une base appropriée pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut toutefois être réfutée dans certaines rares circonstances. Ces modifications doivent être appliquées de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les modifications d'IAS 16 et d'IAS 38 n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative visant à améliorer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les rapports financiers. Les modifications à IAS 1 clarifient les exigences actuelles en matière de présentation et d'informations à fournir quant à l'importance relative, les sous-totaux et la ventilation. Les modifications fournissent également des indications supplémentaires sur l'application du jugement professionnel aux exigences en matière d'informations à fournir lors de la préparation des notes complémentaires.

Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client;
- Identifier les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre l'application rétrospective complète ou une approche rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

6. RISQUES ET INCERTITUDES

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs identifient et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Nous surveillons et analysons de près la concurrence et nous déterminons quels sont nos avantages concurrentiels sur chacun de nos marchés. Nous réagissons à cette concurrence en nous assurant de mieux répondre aux besoins de notre clientèle au moyen d'offres et de prix ciblés.

Nous améliorons constamment notre proposition de valeur au moyen d'initiatives ayant les objectifs suivants :

- amélioration et expansion de notre gamme de produits et services pour nos clients;
- amélioration de l'expérience d'utilisateur;
- augmentation de l'utilisation de notre réseau de médias.

Nous menons également des campagnes multimédias afin de promouvoir notre marque et de renforcer sur le marché la valeur de notre offre dans nos secteurs.

Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires de pages jaunes imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement;
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler;
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir;
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies;
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services;
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs;
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique;
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

La transition en cours au sein de l'industrie des médias et de l'édition vers un contenu plus ciblé selon le modèle des médias numériques nous porte à élaborer de nouveaux produits qui tirent parti de la demande à l'égard des nouveaux médias, tout en nous assurant que nos produits imprimés demeurent une composante importante de notre offre de médias aux annonceurs.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de protéger l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités;

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de protéger ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette dernière, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à la transformation de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de transactions de refinancement, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer ou de réduire sa dette et avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La dette considérable de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. L'ampleur de la dette de la Société pourrait :

- augmenter la vulnérabilité de la Société aux conditions économiques difficiles et défavorables du secteur;
- contraindre la Société à affecter une portion substantielle de ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation aux paiements de sa dette, réduisant ainsi les fonds disponibles pour les activités, les occasions d'affaires futures ou d'autres fins;
- limiter la souplesse de la Société en ce qui concerne la planification et les mesures à prendre à l'égard des changements dans ses activités et dans son secteur;
- placer la Société dans une situation désavantageuse par rapport à ses concurrents qui ont moins de dettes;
- limiter la capacité de la Société à obtenir du financement additionnel, au besoin, pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses acquisitions, les exigences liées au service de sa dette ou pour d'autres fins.

En outre, l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables et l'emprunt garanti par des actifs contiennent un certain nombre de clauses financières et restrictives, y compris des restrictions liées à toute dette supplémentaire, au paiement de dividendes et à d'autres paiements, à l'établissement de privilèges, aux cessions-bail, aux fusions, à la consolidation et à la vente d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des sociétés liées et aux activités d'exploitation. Le manquement à ces obligations pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, s'il n'est pas corrigé ou ne fait pas l'objet d'une renonciation, rendrait la dette visée exigible par anticipation. Si les dettes aux termes de l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, de l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables ou de l'emprunt garanti par des actifs, selon le cas, devenaient exigibles par anticipation, rien ne garantit que la Société disposerait d'assez de liquidités ou d'un accès à des capitaux pour les rembourser intégralement.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La Société doit, à l'heure actuelle, et pourrait être obligée, d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux taux d'intérêt à long terme sur les actifs du régime de retraite et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société. La Société verse actuellement des cotisations supplémentaires à ses régimes de retraite dans le but de réduire son déficit de solvabilité actuariel.

Les besoins de financement des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en espèces de la Société.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

Nous avons conclu une convention de services de facturation et de recouvrement avec Bell Canada (jusqu'en 2017), avec Telus (jusqu'en 2031), avec MTS Inc. (jusqu'en 2036) et avec Bell Canada Inc. (à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite) (jusqu'en 2037). Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell, de TELUS, de MTS Inc. et de Bell Canada Inc. qui ont recours à nos services. Bell Canada, TELUS, MTS Inc. et Bell Canada Inc. (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients. Nos services internes de facturation et de recouvrement sont rentables et peuvent prendre de l'expansion à mesure que grandit notre bassin de clientèle.

L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

Une part importante des produits d'exploitation de la Société dépend grandement de ses marques de produits et marques de commerce. L'incapacité de la Société de protéger efficacement la notoriété et l'intégrité de ces marques de produits et marques de commerce ou de créer de nouvelles marques de produits et marques de commerce risquerait de nuire à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière.

Des tiers pourraient contrefaire ou détourner les marques de commerce de la Société ou d'autres droits de propriété intellectuelle ou en contester la validité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Les mesures prises par la Société pour protéger ses marques de commerce et ses autres droits de propriété pourraient se révéler insuffisantes. Il pourrait être nécessaire d'intenter des poursuites pour faire respecter ou pour protéger les droits de propriété intellectuelle de la Société, pour protéger ses secrets commerciaux ou pour établir la validité et l'étendue des droits de propriété de tiers. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'empêcher la violation de nos droits de propriété intellectuelle ou le détournement de nos renseignements commerciaux de nature exclusive.

Toute violation ou tout détournement pourrait nuire aux avantages concurrentiels actuels et futurs que nous tirons de nos droits de propriété. Par ailleurs, des tiers pourraient poursuivre la Société pour contrefaçon. Tout litige de cette nature pourrait rendre la Société passible d'importants dommages-intérêts. Un jugement défavorable découlant d'une poursuite de ce type pourrait contraindre la Société à trouver le moyen de ne pas contrevenir au brevet d'un tiers ou à utiliser sous licence une technologie de remplacement d'une autre partie. De plus, une poursuite est coûteuse en temps et en argent et risquerait d'accaparer le temps et les ressources de la Société. Toute réclamation d'un tiers pourrait aussi nuire à la capacité de la Société d'utiliser les biens intellectuels visés par ces réclamations.

Nous consacrons d'importantes ressources à la mise en valeur et à la protection de nos marques de commerce et adoptons une démarche proactive pour protéger l'exclusivité de notre marque.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. Les conventions collectives actuelles ont une durée de un an à cinq ans et expirent à des dates futures diverses. Quatre de ces conventions ont expiré et font l'objet d'une renégociation. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités. De plus, l'augmentation du pourcentage d'employés syndiqués de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Nous gérons le risque lié aux relations de travail en nous assurant que les dates d'expiration des conventions collectives sont établies de façon stratégique en vue de réduire au minimum les éventuelles perturbations, tant sur une base régionale (géographique) que sur une base fonctionnelle (ventes et administration). De plus, tout processus de négociation entamé en vue du renouvellement d'une convention collective fait appel à une équipe interfonctionnelle au sein de laquelle toutes les unités fonctionnelles sont représentées. Il incombe à cette équipe d'élaborer et de mettre en application un plan de contingence efficace qui permettrait à la Société de poursuivre ses activités quotidiennes en réduisant au minimum les perturbations dans le cas d'un conflit de travail.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La Société a conclu des ententes avec plusieurs portails Internet, moteurs de recherche et sites Web individuels pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients par ces portails, ces moteurs de recherche et ces sites Web individuels. Elles permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. En retour, les portails, les moteurs de recherche et les sites Web individuels obtiennent, par l'entremise de la Société, des contrats d'annonceurs qui, autrement, ne feraient pas affaire avec eux. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficace et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Toute panne de ces systèmes pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La Société dispose de facilités excédentaires et a un plan de reprise après sinistre conçu pour rétablir l'exploitabilité du système cible, des applications ou de l'infrastructure du système informatique à un autre site après une situation d'urgence.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière;

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Nous investissons continuellement dans notre main-d'œuvre afin de développer une solide culture du numérique. Nous offrons des ressources, des outils et des programmes de formation en vue d'accroître les connaissances en matière de numérique et de faciliter la gestion du changement pour tous les aspects de l'organisation.

La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires

La Société peut subir des pertes de valeur qui pourraient réduire le montant présenté de ses actifs et de son bénéfice. Des facteurs économiques, juridiques, réglementaires, concurrentiels, contractuels et autres pourraient avoir une incidence sur la valeur des immobilisations incorporelles identifiables. Si l'un de ces facteurs réduisait la valeur d'une immobilisation, selon les règles comptables applicables, la Société serait tenue de réduire la valeur comptable de cette immobilisation et de comptabiliser une charge supplémentaire, ce qui réduirait le montant présenté des actifs et du bénéfice de la Société de l'exercice au cours duquel la perte de valeur serait comptabilisée.

Un ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Le 1^{er} juillet 2015, Pages Jaunes a acquis DPCF, transformant du coup la Société en un chef de file du marché immobilier numérique. En raison de cette acquisition, la Société occupe une place plus importante sur le marché des inscriptions immobilières. Les activités et la performance financière de DPCF sont tributaires de la vigueur du secteur immobilier et des changements au sein de celui-ci. Les tendances en matière d'acquisition de propriétés sont sensibles à la conjoncture économique et le nombre de transactions risque de diminuer ou d'augmenter moins rapidement en cas de récession. Un ralentissement des activités du secteur immobilier pourrait mener à une diminution de l'achat de forfaits par les vendeurs de propriétés. DPCF est assujettie aux règlements dans le secteur de l'immobilier, qui peuvent varier de temps à autre d'une façon qui pourrait restreindre ou nuire à la capacité de DPCF à offrir ses produits et avoir une incidence défavorable sur les activités et les résultats d'exploitation de DPCF. Un ralentissement ou une perturbation du marché immobilier pourrait se traduire par une diminution de la demande pour les produits de DPCF et nuire à ses activités ou à ses résultats d'exploitation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

7. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

À titre de société ouverte, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment le président et chef de la direction et le chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2015.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2015.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2015 et clos le 31 décembre 2015, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Pages Jaunes Limitée, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2015 et 2014, les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre 2015 et 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 11 février 2016
Montréal (Québec)

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120501

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
ACTIF		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie	67 253 \$	102 776 \$
Créances clients et autres débiteurs (note 22)	123 826	132 278
Charges payées d'avance	8 728	8 220
Frais de publication différés	61 216	69 852
Impôt sur le résultat à recevoir (note 14)	3 192	47 798
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	264 215	360 924
ACTIFS NON COURANTS		
Frais de publication différés	7 348	8 153
Actifs financiers et autres (note 22)	4 162	4 366
Immobilisations corporelles (note 7)	30 554	36 431
Immobilisations incorporelles (note 8)	1 369 781	1 334 967
Goodwill (note 5)	26 829	-
Impôt sur le résultat différé (note 14)	7 738	4 719
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	1 446 412	1 388 636
TOTAL DE L'ACTIF	1 710 627 \$	1 749 560 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIFS COURANTS		
Fournisseurs et autres créiteurs (note 9)	73 627 \$	82 048 \$
Provisions (note 10)	67 641	65 840
Produits différés	23 386	28 461
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 12)	98 530	103 152
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	263 184	279 501
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 10)	4 451	2 577
Crédits différés et autres	6 538	8 936
Impôt sur le résultat différé (note 14)	94 970	53 386
Avantages postérieurs à l'emploi (note 11)	182 659	227 262
Dette à long terme (note 12)	308 823	404 759
Déventures échangeables (note 13)	90 478	88 959
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	687 919	785 879
TOTAL DU PASSIF	951 103	1 065 380
CAPITAL ET RÉSERVES	6 600 966	6 600 178
DÉFICIT	(5 841 442)	(5 915 998)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	759 524	684 180
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	1 710 627 \$	1 749 560 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé au nom de Pages Jaunes Limitée par



Robert F. MacLellan, administrateur



David A. Lazzarato, administrateur

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF L'INFORMATION SUR LES ACTIONS ET LES MONTANTS PAR ACTION)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Produits	829 771 \$	877 528 \$
Coûts d'exploitation (note 18)	569 084	561 552
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales	260 687	315 976
Amortissements (notes 7 et 8)	80 837	78 076
Frais de restructuration et charges spéciales (note 10)	30 834	18 359
Bénéfice d'exploitation	149 016	219 541
Charges financières, montant net (note 19)	60 922	72 116
Bénéfice avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	88 094	147 425
Charge (économie) d'impôt sur le résultat (note 14)	27 039	(40 937)
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	—	(178)
Bénéfice net	61 055 \$	188 540 \$
Bénéfice de base par action	2,29 \$	6,95 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - Bénéfice de base par action (note 16)	26 688 369	27 128 062
Bénéfice dilué par action	2,05 \$	5,81 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - Bénéfice dilué par action (note 16)	33 466 228	33 709 338

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Bénéfice net	61 055 \$	188 540 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) :		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Ajustement de reclassement des pertes de change cumulées réalisées à la cession d'une participation dans une entreprise associée (note 6)	—	1 598
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Gains actuariels (pertes actuarielles) (note 11)	18 447	(59 997)
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(4 946)	15 935
	13 501	(44 062)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	13 501	(42 464)
Total du bénéfice global	74 556 \$	146 076 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	Capital social (note 15)	Actions restreintes	Bons de souscription d'actions (note 15)	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves
Solde au 31 décembre 2014	4 030 325 \$	(18 981) \$	1 456 \$	3 619 \$	126 706 \$
Autres éléments de bénéfice global	—	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	—	—
Total du bénéfice global	—	—	—	—	—
Actions restreintes réglées	—	854	—	—	(854)
Actions restreintes (note 17)	—	(6 838)	—	—	5 915
Options sur actions attribuées (note 17)	—	—	—	—	828
Exercice d'options sur actions (note 17)	1 203	—	—	—	(320)
Solde au 31 décembre 2015	4 031 528 \$	(24 965) \$	1 456 \$	3 619 \$	132 275 \$

	Capital social (note 15)	Actions restreintes	Bons de souscription d'actions (note 15)	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves
Solde au 31 décembre 2013	4 029 869 \$	(6 630) \$	1 456 \$	3 633 \$	121 188 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	—	—
Bénéfice net	—	—	—	—	—
Total du bénéfice global	—	—	—	—	—
Actions restreintes réglées	—	99	—	—	(99)
Actions restreintes (note 17)	—	(12 450)	—	—	4 443
Options sur actions attribuées (note 17)	—	—	—	—	1 174
Échange de débentures échangeables (note 13)	456	—	—	(14)	—
Solde au 31 décembre 2014	4 030 325 \$	(18 981) \$	1 456 \$	3 619 \$	126 706 \$

¹ La composante capitaux propres des débentures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$ (2014 – 1,3 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

2015

Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et des réserves	Déficit	Total des capitaux propres
2 457 053 \$	6 600 178 \$	(5 915 998) \$	684 180 \$
—	—	13 501	13 501
—	—	61 055	61 055
—	—	74 556	74 556
—	—	—	—
—	(923)	—	(923)
—	828	—	828
—	883	—	883
2 457 053 \$	6 600 966 \$	(5 841 442) \$	759 524 \$

2014

Réserve au titre de la réduction de capital	Conversion des devises (notes 6 et 19)	Total du capital et des réserves	Déficit	Total des capitaux propres
2 457 053 \$	(1 598) \$	6 604 971 \$	(6 060 476) \$	544 495 \$
—	1 598	1 598	(44 062)	(42 464)
—	—	—	188 540	188 540
—	1 598	1 598	144 478	146 076
—	—	—	—	—
—	—	(8 007)	—	(8 007)
—	—	1 174	—	1 174
—	—	442	—	442
2 457 053 \$	— \$	6 600 178 \$	(5 915 998) \$	684 180 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	61 055 \$	188 540 \$
Éléments d'ajustement		
Amortissements	80 837	78 076
Frais de restructuration et autres charges spéciales (note 10)	30 834	18 359
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	6 731	6 459
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	–	(178)
Charge (économie) d'impôt comptabilisée en résultat net	27 039	(40 937)
Charges financières comptabilisées en résultat net	60 922	72 116
Coûts des services passés (note 11)	(6 618)	–
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	8 420	3 584
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(10 704)	(6 506)
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(26 629)	(18 453)
Frais de restructuration et autres charges spéciales payés (note 10)	(26 464)	(28 230)
Impôt sur le résultat reçu (payé), montant net	46 664	(51 544)
Intérêts versés	(54 521)	(64 779)
	197 566	156 507
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(69 190)	(69 179)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 231)	(14 771)
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise (note 5)	(51 063)	(33 504)
Produit du règlement d'un billet à recevoir (note 22)	–	14 100
Autres	–	(116)
	(126 484)	(103 470)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement sur la dette à long terme	(100 650)	(140 098)
Achat d'actions restreintes (note 17)	(6 838)	(12 450)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions (note 17)	883	–
	(106 605)	(152 548)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(35 523)	(99 511)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	102 776	202 287
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	67 253 \$	102 776 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 20)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. DESCRIPTION

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de rejoindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 16, Place du Commerce, Montréal (Québec) Canada H3E 2A5, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le 1^{er} janvier 2015, Financement YPG inc. et Groupe Pages Jaunes Corp., des filiales entièrement détenues de la Société, ont fusionné par le biais d'une fusion verticale simplifiée, et l'entité fusionnée porte la dénomination sociale de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. À l'exception du changement de dénomination, les règlements et les statuts de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée sont les mêmes que les anciens règlements et statuts de Financement YPG inc.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 et a autorisé leur publication le 11 février 2016.

2. NORMES RÉVISÉES

NORMES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS APPORTÉES AUX NORMES PUBLIÉES QUI NE SONT PAS ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Certaines nouvelles normes, interprétations et certaines nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

Modifications d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : *Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables*

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié le document Modifications d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* : *Éclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables*, afin de préciser que l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits pour calculer l'amortissement des immobilisations corporelles n'est pas appropriée, puisque les produits générés par une activité qui inclut l'utilisation d'un actif reflètent généralement des facteurs autres que la consommation des avantages économiques intrinsèques de l'actif connexe. L'IASB précise aussi que les produits ne constituent pas, de façon générale, une base appropriée pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Cette présomption peut toutefois être réfutée dans certaines rares circonstances. Ces modifications doivent être appliquées de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les modifications d'IAS 16 et d'IAS 38 n'auront pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative visant à améliorer les exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les rapports financiers. Les modifications d'IAS 1 clarifient les exigences actuelles en matière de présentation et d'informations à fournir quant à l'importance relative, l'ordre des notes, les sous-totaux, les méthodes comptables et la ventilation. Les modifications fournissent également des indications supplémentaires sur l'application du jugement professionnel aux exigences en matière d'informations à fournir lors de la préparation des notes complémentaires.

Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client;
- Identifier les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Déterminer le prix de transaction;
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat;
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date. Pages Jaunes Limitée continue d'évaluer l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

3. MODE DE PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux IFRS. Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées.

3.2 BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

3.3 MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3.4 MÉTHODE DE CONSOLIDATION

3.4.1 Filiales

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

3.4.2 Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce une influence notable, mais non un contrôle, sur le plan de la politique de gestion, d'exploitation et financière. Cette situation exige généralement de détenir de 20 % à 50 % des droits de vote.

Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement évaluées au coût. Par la suite, la quote-part dans le résultat net des entreprises associées attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de Pages Jaunes Limitée est comptabilisée en résultat net. La quote-part du bénéfice net comptabilisé comprend l'amortissement des actifs amortissables en fonction de leur juste valeur à la date d'acquisition.

3.4.3 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans le compte de résultat à mesure qu'ils sont engagés.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation précédemment détenue par Pages Jaunes Limitée dans l'entité acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition (la date à laquelle Pages Jaunes Limitée obtient le contrôle), et tout profit ou perte qui en découle, s'il en est, est comptabilisé dans le compte de résultat.

3.5 TRÉSORERIE

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

3.6 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à l'échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. Ce classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et il est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

Les actifs financiers désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les placements détenus jusqu'à l'échéance et les prêts et créances sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis ajustés à la juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents connexes sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, puis reclassés au poste Autres produits (charges) dans les comptes de résultat lorsqu'ils sont réalisés ou lorsqu'une dépréciation est déterminée.

Un actif financier est décomptabilisé si les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui s'y rattachent expirent, ou si l'actif est transféré et que le transfert répond aux conditions de décomptabilisation. La trésorerie et les créances clients et autres débiteurs sont incluses dans la catégorie des prêts et créances.

3.6.1 Méthode du taux d'intérêt effectif

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et d'affectation des produits d'intérêts ou des charges d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés (y compris l'intégralité des commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres primes positives ou négatives) sur la durée de vie prévue de l'actif (du passif) financier ou, si cela est approprié, sur une période plus courte.

3.6.2 Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers, autres que ceux à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés s'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier sur les flux de trésorerie futurs estimés du placement.

Pour certaines catégories d'actifs financiers, comme les créances clients et autres débiteurs, les actifs dont on estime qu'ils ne se sont pas dépréciés selon un test individuel sont ensuite soumis à un test de dépréciation collectif.

3.7 FRAIS DE PUBLICATION DIFFÉRÉS

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires seront comptabilisés. Une immobilisation incorporelle est comptabilisée à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés;
- Le contrôle découle d'événements passés;
- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée;
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement comptabilisés au coût et amortis sur la période au cours de laquelle les produits connexes sont comptabilisés.

3.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les diverses composantes des immobilisations corporelles sont amorties séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Pages Jaunes Limitée n'a incorporé aucun coût d'emprunt dans le coût de l'actif au cours des périodes présentées.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts incorporés dans le coût de l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif. Les actifs loués en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue selon la même méthode utilisée pour les actifs détenus ou sur la durée du contrat de location si celle-ci est plus courte.

Au 31 décembre 2015, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Autre matériel	De 3 ans à 12 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice.

Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

3.9 LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement sont initialement comptabilisés à titre d'actifs, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant à payer au bailleur est inscrit à l'état de la situation financière comme dette découlant d'un contrat de location-financement incluse dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de la dette découlant du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont imputées directement au compte de résultat, à moins qu'elles ne soient directement attribuables à un actif qualifié; dans ce cas, elles sont incorporées dans le coût de l'actif selon la méthode générale utilisée par Pages Jaunes Limitée pour la comptabilisation des coûts d'emprunt.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps. Les loyers conditionnels découlant des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Dans l'éventualité où des avantages incitatifs ont été reçus dans le cadre de la conclusion des contrats de location simple, ces avantages incitatifs sont comptabilisés à titre de crédit différé. L'avantage cumulé est comptabilisé comme une diminution de la charge locative de façon linéaire.

3.10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont comptabilisés au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera de probables avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans le compte de résultat au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit, à moins que leur durée d'utilité ne soit indéterminée :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Au prorata en fonction des produits connexes sans dépasser 24 mois
Marques de commerce	Durée d'utilité indéterminée
Noms de domaine	Durée d'utilité indéterminée ou mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant qu'écart entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque l'actif est décomptabilisé.

3.11 GOODWILL

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (la date d'acquisition). Le goodwill est évalué comme l'excédent de la somme de la contrepartie de l'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable acquis.

Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ou plus souvent s'il y a indication de dépréciation. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat et ne fait pas l'objet d'une reprise par la suite.

3.12 DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES, Y COMPRIS LE GOODWILL

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat.

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, ce dernier fait l'objet d'un test au niveau du groupe d'UGT représentant le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait s'être dépréciée.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

3.13 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Les fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

3.14 PASSIFS FINANCIERS

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement. Ces derniers sont classés à titre de passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou à titre d'autres passifs financiers.

À l'exclusion des passifs dérivés et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, Pages Jaunes Limitée a initialement comptabilisé tous les passifs financiers, et en particulier la dette à long terme, les débentures échangeables, les fournisseurs et les autres passifs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et par la suite au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les coûts de transaction engagés dans l'établissement de ces passifs financiers sont immédiatement passés en charges dans le compte de résultat.

Pages Jaunes Limitée décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de Pages Jaunes Limitée sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

3.15 PROVISIONS

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour éteindre l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières.

3.15.1 Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

3.15.2 Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

3.16 DETTE À LONG TERME

Tous les instruments d'emprunt à long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des frais d'émission. Les instruments d'emprunt sont par la suite évalués au coût amorti. Les frais d'émission ainsi que le coupon sont portés au compte de résultat à titre de charges financières sur la base d'un rendement constant sur la durée de l'instrument d'emprunt, ou une période plus courte lorsque le prêteur peut exiger un remboursement anticipé.

3.17 AVANTAGES DU PERSONNEL

3.17.1 Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans le compte de résultat lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

3.17.2 Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans le compte de résultat. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

3.17.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

3.17.4 Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

3.17.5 Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.17.6 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance, les unités d'actions différées et les options sur actions de Pages Jaunes Limitée attribuées à des employés et à des administrateurs sont évaluées à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance et les unités d'actions différées attribuées peuvent être réglées en espèces ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en espèces aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en espèces et comptabilisée en tant que passif. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments fondés sur des actions est passée en charges de façon linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'instruments fondés sur des actions dont les droits seront éventuellement acquis. À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans le compte de résultat, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve.

3.18 INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES ÉMIS PAR PAGES JAUNES LIMITÉE

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

3.19 SECTEURS OPÉRATIONNELS

Les informations sur les secteurs opérationnels sont présentées conformément aux rapports internes régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de Pages Jaunes Limitée en vue d'évaluer le rendement de chaque secteur et de leur affecter des ressources. Le président et chef de la direction a été désigné comme le principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Les activités qu'exerce la Société sont actuellement regroupées en un seul secteur.

3.20 PRODUITS

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des rabais sur ventes et des taxes de vente.

Les services de publicité dans les annuaires imprimés sont offerts en forfaits qui peuvent comprendre plusieurs produits publicitaires en ligne connexes. Les produits imprimés ne sont pas vendus séparément. Les produits tirés de la publicité dans les annuaires imprimés et des produits connexes en ligne sont comptabilisés dans le compte de résultat au prorata sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée des contrats.

Les produits tirés des petites annonces privées et commerciales et des grandes annonces sont constatés au moment de la publication des annonces, sur une base hebdomadaire ou mensuelle. Les produits relatifs à la publication d'annonces apparaissant à plusieurs reprises sont constatés au cours de la période où les annonces sont affichées.

3.21 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Pages Jaunes Limitée conclut, à l'occasion, divers instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme et le risque de fluctuations du cours de ses actions ordinaires, lesquelles ont une incidence sur ses régimes de rémunération fondée sur des actions.

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ultérieurement réévalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat, à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace; dans ce cas, le moment de comptabilisation dans le compte de résultat dépend de la nature de la relation de couverture.

Pages Jaunes Limitée désigne certains dérivés soit comme couvertures de la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couvertures de juste valeur), soit comme couvertures d'une transaction prévue hautement probable ou du risque de change lié aux engagements fermes (couvertures de flux de trésorerie).

3.21.1 Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou d'autres contrats hôtes sont traités comme des dérivés distincts si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux des contrats hôtes, que les contrats hôtes ne sont pas évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le compte de résultat.

3.22 COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont incorporés dans le coût de ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a incorporé aucun coût d'emprunt dans le coût de l'actif.

3.23 IMPOSITION

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

3.23.1 Impôt exigible

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans le compte consolidé de résultat, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

3.23.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

3.23.3 Impôt exigible et différé de la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le compte de résultat à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

3.24 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes complémentaires. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

Les estimations et les jugements effectués par la direction qui sont essentiels à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordés ci-après.

Estimations importantes

Acquisitions d'entreprises

Compte tenu de l'acquisition, en juillet 2015, de l'entreprise 9059-2114 Québec Inc., une société de portefeuille qui détient la totalité des actions émises et en circulation de DuProprio Inc. [collectivement, DuProprio/ComFree (« DPCF »)], Pages Jaunes Limitée a évalué la juste valeur des immobilisations incorporelles de DPCF, à savoir sa marque de commerce, selon la méthode de l'exemption des redevances (se reporter à la note 5, Acquisitions d'entreprises). L'évaluation à la juste valeur nécessitait une estimation importante et était fondée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés qui maximise la quantité de données observables de marché en plus de faire appel à des flux de trésorerie projetés sur cinq ans.

Compte tenu de l'acquisition de l'entreprise 411 Local Search Corp. (« 411 »), en juin 2014, Pages Jaunes Limitée a réévalué son passif financier actuel de même que la juste valeur de 411 (se reporter à la note 5, Acquisitions d'entreprises). L'évaluation à la juste valeur nécessitait une estimation importante et était fondée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés qui maximise la quantité de données observables de marché en plus de faire appel à des flux de trésorerie projetés sur cinq ans.

Immobilisations incorporelles et goodwill

Les évaluations liées à la mesure de la recouvrabilité des immobilisations incorporelles identifiables et du goodwill aux fins des tests de dépréciation sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation, les taux de croissance finaux et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les estimations actuelles du rendement futur et des justes valeurs changent.

Pages Jaunes Limitée évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT auquel une immobilisation incorporelle identifiable ou un goodwill appartient à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle effectue des estimations importantes.

Pages Jaunes Limitée soumet les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et le goodwill à un test de dépréciation annuel au quatrième trimestre selon la politique décrite à la note 3.12.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est établie par l'actualisation des sorties de trésorerie futures estimées au moyen des taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu.

Jugements importants

Provisions au titre des positions fiscales incertaines

Pages Jaunes Limitée est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Il faut faire appel à un jugement important dans l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes Limitée constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées par des discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents. Pages Jaunes Limitée examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la provision au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

4. DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. Les UGT de la Société sont les suivantes : Pages Jaunes et Autres (comprend diverses UGT dont la valeur comptable des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie n'est pas significative par rapport à la valeur comptable totale des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéfinie de la Société).

Le goodwill a subi un test de dépréciation au niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, soit l'UGT Autres.

Au cours des quatrième trimestres de 2014 et de 2015, dans le cadre de son test de dépréciation annuel, la Société a mené à terme son analyse de dépréciation et évalué la recouvrabilité de ses actifs attribués à ses UGT. La Société a calculé la valeur recouvrable de ses UGT au moyen de méthodes d'évaluation cohérentes par rapport à celles utilisées pour les périodes précédentes. La valeur recouvrable a été établie en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses clés comprises dans les flux de trésorerie projetés sont fondées sur le plan d'affaires de la Société qui tient compte de la croissance et des tendances de la composition des produits.

2015

Les flux de trésorerie projetés sont fondés sur des plans financiers sur cinq ans en fonction du budget pour 2016, tel qu'il a été approuvé par le conseil d'administration. Les taux de croissance finaux applicables ont été utilisés. Les flux de trésorerie projetés tenaient également compte de diminutions projetées des produits tirés des médias imprimés à des taux annuels se situant entre 16 % et 22 %, ainsi que de taux de croissance annuels des produits tirés des activités en ligne se situant entre 6 % et 11 % en ce qui a trait aux UGT Pages Jaunes et Autres.

Par suite du test de dépréciation, la Société a déterminé que la valeur recouvrable de ses UGT excédait leur valeur comptable et, par conséquent, elle n'a comptabilisé aucune charge pour perte de valeur.

2014

Les flux de trésorerie étaient fondés sur des plans financiers sur cinq ans en fonction du budget pour 2015, tel qu'il a été approuvé par le conseil d'administration. Les taux de croissance finaux applicables ont été utilisés. Les flux de trésorerie projetés tenaient également compte de diminutions projetées des produits tirés des médias imprimés à des taux annuels se situant entre 17 % et 23 %, ainsi que de taux de croissance annuels des produits tirés des activités en ligne se situant entre 7 % et 12 % en ce qui a trait aux UGT Pages Jaunes et Autres.

Par suite du test de dépréciation, la Société a déterminé que la valeur recouvrable de ses UGT excédait leur valeur comptable et, par conséquent, elle n'a comptabilisé aucune charge pour perte de valeur.

Valeurs comptables et hypothèses

Les flux de trésorerie au-delà des projections sur cinq ans comprises dans le plan étaient le résultat d'extrapolations selon les taux de croissance finaux indiqués dans le tableau ci-dessous. Le tableau suivant présente la répartition de la valeur comptable des immobilisations incorporelles par UGT ou groupe d'UGT aux 31 décembre 2015 et 2014 et les hypothèses clés utilisées pour les calculs de la valeur d'utilité dans le cadre des tests de dépréciation effectués le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2014 :

	31 décembre 2015		
	Pages Jaunes	Autres	Total
Valeur comptable des immobilisations incorporelles par UGT			
Marques de commerce et noms de domaine	877 862 \$	30 374 \$	908 236 \$
Marques de commerce et noms de domaine d'une durée de vie déterminée	2 356	6 228	8 584
Ententes de non-concurrence	305 124	1 691	306 815
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	2 340	645	2 985
Logiciels	139 468	3 693	143 161
Goodwill	–	26 829	26 829
Valeur comptable totale du goodwill et des immobilisations incorporelles par UGT	1 327 150 \$	69 460 \$	1 396 610 \$

	31 décembre 2014		
	Pages Jaunes	Autres	Total
Valeur comptable des immobilisations incorporelles par UGT			
Marques de commerce et noms de domaine	877 862 \$	983 \$	878 845 \$
Marques de commerce et noms de domaine d'une durée de vie déterminée	2 618	8 805	11 423
Ententes de non-concurrence	323 541	16	323 557
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	4 830	–	4 830
Logiciels	114 096	2 216	116 312
Valeur comptable totale des immobilisations incorporelles par UGT	1 322 947 \$	12 020 \$	1 334 967 \$

	Pages Jaunes	Autres	Total
Hypothèses clés :			
Taux de croissance final			
31 décembre 2015	(15) % à 4,5 %	1,5 % à 4,5 %	(15) % à 4,5 %
31 décembre 2014	(15) % à 5 %	5 %	(15) % à 5 %
Taux d'actualisation – après impôt			
31 décembre 2015	9,9 % à 15,3 %	12,8 %	9,9 % à 15,3 %
31 décembre 2014	10,4 % à 16,8 %	12,8 %	10,4 % à 16,8 %
Taux d'actualisation – avant impôt			
31 décembre 2015	16,3 % à 23,1 %	15,5 % à 17,3 %	15,5 % à 23,1 %
31 décembre 2014	17,1 % à 24,8 %	14,4 % à 24,8 %	14,4 % à 24,8 %

Sensibilité à des modifications d'hypothèses

Le tableau suivant présente la mesure, en pourcentage, dans laquelle les hypothèses clés prises en compte de façon isolée doivent changer pour que la valeur recouvrable estimée corresponde à leur valeur comptable :

	31 décembre 2015
	Pages Jaunes
Hypothèses clés :	
Taux de croissance final	(1) %
Taux d'actualisation – après impôt	1 %
Diminution des produits par année	(2) % à (6) %

Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur le goodwill, les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles de 5 847,8 M\$, 309,6 M\$ et 10,4 M\$, respectivement. Il n'y a aucune charge pour perte de valeur comptabilisée pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

2015

En mai 2015, Pages Jaunes Habitations Limitée, une filiale entièrement détenue de la Société, a acquis les actifs de Western Media Group pour un prix d'achat de 0,9 M\$. Les actifs achetés comprennent les marques multiplateformes dans l'Ouest canadien vanmag.com, westernlivingmag.com ainsi que Western Living Magazine et Vancouver Magazine. Ces médias génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et du mode de vie. La juste valeur de 0,9 M\$ comprend principalement des immobilisations incorporelles.

Le 1^{er} juillet 2015, Pages Jaunes Limitée a acquis la totalité des actions de DPCF pour un prix d'achat de 50,2 M\$. L'acquisition de DPCF, un leader qui met en relation les vendeurs et les acheteurs immobiliers au Canada, offre à Pages Jaunes une présence accrue dans le segment vertical immobilier, ainsi qu'un accès à des inscriptions exclusives et aux plateformes requises pour faire affaire directement avec les Canadiens. L'acquisition a été entièrement financée par des fonds en caisse. Nous avons engagé des coûts de transaction de 1,3 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et les avons inclus dans les frais de restructuration et charges spéciales (se reporter à la note 10, Provisions).

Le tableau suivant résume la transaction et la répartition du prix d'achat :

	1 ^{er} juillet 2015
Juste valeur de l'entreprise acquise	
Créances clients et autres débiteurs	1 461 \$
Autres actifs	851
Immobilisations corporelles	1 339
Immobilisations incorporelles	32 436
Goodwill	26 829
Passifs d'impôt différé, montant net	(6 834)
Fournisseurs et autres créditeurs	(2 190)
Provisions	(2 087)
Produits différés	(1 594)
	50 211 \$

Les produits de 18,2 M\$ et la perte nette de 90 000 \$ de DPCF sont inclus dans le compte consolidé de résultat à compter de la date d'acquisition. Les produits et le bénéfice net consolidés de Pages Jaunes Limitée pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 auraient été de 853,5 M\$ et de 61,7 M\$, respectivement, si l'acquisition de DPCF avait eu lieu le 1^{er} janvier 2015.

2014

Le 1^{er} juin 2014, Pages Jaunes Limitée a acquis les actions restantes de 411 suivant l'exercice d'une option de vente par les autres actionnaires de 411, laquelle exigeait de la Société qu'elle fasse l'acquisition de la participation restante de 70 % de 411 pour un prix d'achat de 22,7 M\$, déduction faite de la trésorerie acquise d'un montant de 3,6 M\$. 411 est l'exploitant de 411.ca, un moteur de recherche en ligne de personnes et d'entreprises locales au Canada. L'acquisition a été financée par des fonds en caisse.

Le tableau suivant résume la transaction et la répartition du prix d'achat :

	1 ^{er} juin 2014
Contrepartie en espèces de l'achat de la participation de 70 %	26 340 \$
Placement en titres de capitaux propres à la juste valeur précédemment détenu	4 377
Règlement d'un passif financier (note 22)	(16 128)
Juste valeur de la participation de 100 %	14 589 \$
Juste valeur de l'entreprise acquise	
Trésorerie acquise	3 642 \$
Immobilisations incorporelles	10 636
Autres actifs	1 277
Actifs d'impôt différé, montant net	1 775
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 151)
Produits différés	(1 590)
	14 589 \$

Le placement en titres de capitaux propres précédemment détenu dans 411, qui a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à la date d'acquisition, a été réévalué à sa juste valeur de 4,4 M\$, ce qui a généré un profit de 1,4 M\$. Le passif financier de 18,5 M\$ au 31 décembre 2013 a également été réévalué à sa juste valeur à la date d'acquisition pour s'établir à 16,1 M\$, ce qui a généré un profit de 2,3 M\$ (se reporter à la note 22, Gestion des risques financiers). Le profit total de 3,6 M\$, déduction faite des coûts de transaction de 0,1 M\$, a été inclus dans les charges financières (se reporter à la note 19, Charges financières, montant net).

Les produits de 10,6 M\$ et le bénéfice net de 0,7 M\$ de 411 sont inclus dans le compte consolidé de résultat à compter de la date d'acquisition. Les produits et le bénéfice net consolidés de Pages Jaunes Limitée pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 auraient été de 882,5 M\$ et de 187,7 M\$, respectivement, si l'acquisition de 411 avait eu lieu le 1^{er} janvier 2014.

Le 17 décembre 2014, Pages Jaunes Limitée a conclu l'acquisition des éléments suivants :

- la totalité des actifs de Candia Group Inc. (« dine.TO »), qui détient et exploite des guides numériques de restaurants locaux dans la région du Grand Toronto;
- la totalité des actions de Bookenda Limitée (anciennement 4400348 Canada Inc.), un fournisseur d'un système de gestion de réservations qui est fortement implanté dans le secteur de la restauration.

La contrepartie totale en espèces combinée pour les deux acquisitions de 10,8 M\$ a été financée par des fonds en caisse et payée à la clôture. La juste valeur de 10,8 M\$ correspondait à un montant de 12,2 M\$ au titre des immobilisations incorporelles (se reporter à la note 8, Immobilisations incorporelles), un montant net de 0,1 M\$ au titre des autres actifs et un montant net de 1,5 M\$ au titre des passifs d'impôt différé.

6. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

En mai 2014, Pages Jaunes Limitée a cédé sa participation de 35 % dans Ziplocal pour une contrepartie de néant. La valeur comptable de cette participation était de néant à la date de la cession. La participation dans Ziplocal était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. À la cession, Pages Jaunes Limitée a reclassé une perte de change cumulée de 1,6 M\$ des capitaux propres aux charges financières (se reporter à la note 19, Charges financières, montant net).

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015				
	Matériel de bureau ¹	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2014	31 666 \$	34 411 \$	1 908 \$	31 940 \$	99 925 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	296	239	196	698	1 429
Acquisitions	772	2 775	72	1 273	4 892
Cessions, radiations et transferts	(34)	–	(37)	–	(71)
Au 31 décembre 2015	32 700 \$	37 425 \$	2 139 \$	33 911 \$	106 175 \$
Cumul des amortissements					
Au 31 décembre 2014	22 250 \$	19 121 \$	1 138 \$	20 985 \$	63 494 \$
Dotation aux amortissements	1 562	6 227	283	4 126	12 198
Cessions, radiations et transferts	(34)	–	(37)	–	(71)
Au 31 décembre 2015	23 778 \$	25 348 \$	1 384 \$	25 111 \$	75 621 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2015	8 922 \$	12 077 \$	755 \$	8 800 \$	30 554 \$
	2014				
	Matériel de bureau ¹	Matériel informatique	Autre matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 31 décembre 2013	30 439 \$	24 328 \$	1 669 \$	31 153 \$	87 589 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	137	349	28	43	557
Acquisitions	3 557	9 765	211	2 678	16 211
Cessions, radiations et transferts	(2 467)	(31)	–	(1 934)	(4 432)
Au 31 décembre 2014	31 666 \$	34 411 \$	1 908 \$	31 940 \$	99 925 \$
Cumul des amortissements					
Au 31 décembre 2013	22 925 \$	15 111 \$	984 \$	19 080 \$	58 100 \$
Dotation aux amortissements	1 790	4 031	154	3 811	9 786
Cessions, radiations et transferts	(2 465)	(21)	–	(1 906)	(4 392)
Au 31 décembre 2014	22 250 \$	19 121 \$	1 138 \$	20 985 \$	63 494 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2014	9 416 \$	15 290 \$	770 \$	10 955 \$	36 431 \$

¹ La valeur comptable nette du matériel de bureau comprend un montant de 0,6 M\$ au titre des actifs détenus en vertu de contrats de location-financement (0,7 M\$ en 2014).

8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2015				
	Marques de commerce et noms de domaine ¹	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ²	Total des immobilisations incorporelles
Coût					
Au 31 décembre 2014	906 694 \$	530 830 \$	5 667 \$	256 486 \$	1 699 677 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	29 391	1 943	910	1 102	33 346
Acquisitions	–	–	–	70 107	70 107
Au 31 décembre 2015	936 085 \$	532 773 \$	6 577 \$	327 695 \$	1 803 130 \$
Cumul des amortissements					
Au 31 décembre 2014	16 426 \$	207 273 \$	837 \$	140 174 \$	364 710 \$
Dotation aux amortissements	2 839	18 685	2 755	44 360	68 639
Au 31 décembre 2015	19 265 \$	225 958 \$	3 592 \$	184 534 \$	433 349 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2015	916 820 \$	306 815 \$	2 985 \$	143 161 \$	1 369 781 \$
					2014
	Marques de commerce et noms de domaine ¹	Ententes de non-concurrence	Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Logiciels ²	Total des immobilisations incorporelles
Coût					
Au 31 décembre 2013	951 023 \$	536 102 \$	12 113 \$	180 637 \$	1 679 875 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	10 309	–	4 882	7 668	22 859
Acquisitions	–	–	–	69 904	69 904
Cessions, radiations et transferts	(54 638)	(5 272)	(11 328)	(1 723)	(72 961)
Au 31 décembre 2014	906 694 \$	530 830 \$	5 667 \$	256 486 \$	1 699 677 \$
Cumul des amortissements					
Au 31 décembre 2013	65 132 \$	194 081 \$	11 671 \$	98 497 \$	369 381 \$
Dotation aux amortissements	5 932	18 464	494	43 400	68 290
Cessions, radiations et transferts	(54 638)	(5 272)	(11 328)	(1 723)	(72 961)
Au 31 décembre 2014	16 426 \$	207 273 \$	837 \$	140 174 \$	364 710 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2014	890 268 \$	323 557 \$	4 830 \$	116 312 \$	1 334 967 \$

¹ La valeur des marques de commerce et des noms de domaine d'une durée d'utilité indéterminée s'établissait à 908,2 M\$ (878,8 M\$ en 2014).

² La valeur des logiciels en développement s'établissait à 30 M\$ (57 M\$ en 2014).

9. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 ¹
Fournisseurs	47 675 \$	48 618 \$
Intérêts courus sur la dette à long terme et les débentures échangeables	3 871	5 027
Charges liées aux salaires	7 440	5 994
Régimes incitatifs à long terme	2 947	8 871
Autres charges à payer	11 694	13 538
	73 627 \$	82 048 \$

¹ Certains montants ont été reclassés à l'exercice précédent afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

10. PROVISIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 30,8 M\$. La majeure partie de ces charges découle des réductions de la main-d'œuvre liées à un réalignement de l'entreprise, de réorganisations internes, de coûts de transaction associés aux acquisitions d'entreprises et de coûts de résiliation de contrats, en partie contrebalancés par un gain de 1,6 M\$ découlant de réductions de la main-d'œuvre (se reporter à la note 11, Avantages postérieurs à l'emploi). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 18,4 M\$. La majeure partie de ces charges découlait de réorganisations internes et des réductions de la main-d'œuvre, en partie contrebalancées par un gain net de 1,4 M\$ découlant de réductions de la main-d'œuvre (se reporter à la note 11, Avantages postérieurs à l'emploi).

Les provisions pour frais de restructuration et charges spéciales représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées.

Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration	Provisions pour charges spéciales	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2014	16 244 \$	17 365 \$	34 808 \$	68 417 \$
Charges ¹	27 437	5 031	31 533	64 001
Acquisition d'entreprises (note 5)	–	–	2 212	2 212
Provision utilisée	(21 080)	(5 384)	(34 536)	(61 000)
Provision excédentaire	–	–	(1 538)	(1 538)
Au 31 décembre 2015	22 601 \$	17 012 \$	32 479 \$	72 092 \$
Moins la tranche à court terme	20 759	14 627	32 255	67 641
Tranche à long terme	1 842 \$	2 385 \$	224 \$	4 451 \$

¹ Les frais de restructuration et charges spéciales de 30,8 M\$ dans le compte de résultat comprennent un gain de 1,6 M\$ découlant d'une réduction sans effet sur la provision.

11. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première catégorie; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée du passif des régimes à prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque lié au salaire	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction de la projection des salaires des participants aux régimes. Ainsi, toute augmentation de salaire des participants aux régimes plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle des actifs des régimes et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par Morneau Shepell, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 mai 2015 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2015. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 mai 2015.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2015 et 2014 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	474 854 \$	– \$	438 008 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	35 224	2 014	28 212	2 029
Cotisations des employés	1 502	–	1 680	–
Produits d'intérêts	18 838	–	20 534	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts (gains actuariels)	3 089	–	31 103	–
Prestations versées	(44 725)	(2 014)	(35 011)	(2 029)
Actifs distribués à la liquidation (note 10)	–	–	(8 195)	–
Frais d'administration	(898)	–	(1 477)	–
Juste valeur des actifs du régime à la fin de l'exercice	487 884 \$	– \$	474 854 \$	– \$
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	660 501 \$	41 615 \$	576 664 \$	40 292 \$
Coût des services rendus de l'exercice	9 737	182	10 047	264
Cotisations des employés	1 502	–	1 680	–
Prestations versées	(44 725)	(2 014)	(35 011)	(2 029)
Obligations au titre des prestations définies éteintes à la liquidation (note 10)	–	–	(7 541)	–
Coût financier	25 848	1 507	26 901	1 762
Gain découlant d'une réduction	(1 096)	(538)	(312)	(1 701)
Coûts des services passés	(2 449)	(4 169)	–	–
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	(13 516)	1 033	–	(739)
Changements dans les hypothèses démographiques	–	(53)	19 966	306
Changements dans les hypothèses financières	(3 203)	381	68 107	3 460
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	632 599 \$	37 944 \$	660 501 \$	41 615 \$
Obligation nette au titre des prestations définies	(144 715) \$	(37 944) \$	(185 647) \$	(41 615) \$

¹ Comprennent les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règlements prescrits applicables en matière de financement régissant les régimes de retraite individuels.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2015 et 2014 :

	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	2,95 %	2,95 %	3,00 %	3,00 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice précédent	4,00 %	4,00 %	4,75 %	4,75 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Durée moyenne pondérée (en années)	15	13	16	13

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique du coût des soins médicaux couverts (le « taux tendanciel du coût des soins médicaux ») a été fixé à 6,7 % en 2015. Le taux de croissance du coût des soins médicaux est présumé augmenter à 8,0 % en 2016, puis reculer graduellement pour se situer à 5,0 % en 2026 et demeurer à ce niveau par la suite. Le taux de croissance annuel hypothétique du coût des soins dentaires couverts a été fixé à 4,5 % en 2015. Le taux de croissance du coût des soins dentaires couverts est présumé augmenter à 6,0 % en 2016, puis reculer graduellement pour se situer à 4,0 % en 2026 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2015 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	24 605 \$	1 376 \$
Hausse de 0,25 % du taux de la rémunération	2 968 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	S.O. \$	2 761 \$

Le coût net des régimes d'avantages présenté dans le compte de résultat inclut les composantes suivantes :

	Pour les exercices clos les 31 décembre			
	2015		2014	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus de l'exercice	9 737 \$	182 \$	10 047 \$	264 \$
Frais d'administration	898	–	1 477	–
Coûts des services passés	(2 449)	(4 169)	–	–
Coûts des services ¹	8 186 \$	(3 987) \$	11 524 \$	264 \$
Gain découlant d'une réduction	(1 096) \$	(538) \$	(312) \$	(1 701) \$
Perte à la liquidation	–	–	654	–
(Gain net) perte nette découlant d'une réduction (note 10)	(1 096) \$	(538) \$	342 \$	(1 701) \$
Coût financier	25 848 \$	1 507 \$	26 901 \$	1 762 \$
Produits d'intérêts	(18 838)	–	(20 534)	–
Charge d'intérêt nette sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 19)	7 010 \$	1 507 \$	6 367 \$	1 762 \$
Coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages comptabilisés dans le compte de résultat	14 100 \$	(3 018) \$	18 233 \$	325 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global	(19 808) \$	1 361 \$	56 970 \$	3 027 \$
Total du (recouvrement) coût net des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	(5 708) \$	(1 657) \$	75 203 \$	3 352 \$
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ ¹	7 332	–	6 500	–
Total du coût (recouvrement) net des régimes d'avantages	1 624 \$	(1 657) \$	81 703 \$	3 352 \$

¹ Compris dans les coûts d'exploitation.

En raison des réductions de la main-d'œuvre, le nombre d'employés couverts par les régimes de retraite a diminué, et cette restructuration a donné lieu à un gain découlant d'une réduction au 8 octobre 2015 et à un gain découlant d'une réduction et à une perte à la liquidation au 1^{er} mars 2014 (se reporter à la note 10, Provisions).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a modifié les régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains groupes d'employés. Ces modifications ont été apportées sur une base prospective et concernaient uniquement certains groupes d'employés, et elles comprenaient, entre autres, pour les employés concernés, l'élimination des avantages postérieurs à l'emploi, l'élimination de l'indexation sur les services futurs pendant la retraite, l'introduction de cotisations des employés et la réduction de la garantie pour invalidité à court terme. Certaines de ces modifications se sont traduites par un recouvrement des coûts des services passés de 6,6 M\$ en 2015 (néant en 2014).

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débentures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2015 et 2014 :

(en pourcentage - %)	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Juste valeur des actifs des régimes :		
Obligations et débentures canadiennes	27,0	31,5
Actions ordinaires canadiennes	11,0	11,0
Actions ordinaires mondiales	–	9,5
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	17,5	18,0
Fonds d'actions mondiales	31,0	21,0
Fonds à revenu fixe canadiens	10,0	6,0
Fonds de placement hypothécaires	2,0	2,0
Billets à court terme et bons du Trésor	0,5	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,0	0,5

Aux 31 décembre 2015 et 2014, les titres de participation cotés en Bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en espèces versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 44,6 M\$ en 2015 (35,6 M\$ en 2014). Les paiements en espèces au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 41,4 M\$ en 2016.

La politique de financement de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de financer adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (7,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014).

Au 31 décembre 2015, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 86,3 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 29,3 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

12. DETTE À LONG TERME

La dette à long terme comprend les éléments suivants :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Billets garantis de premier rang	406 733 \$	507 014 \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement	620	897
	407 353 \$	507 911 \$
Moins la tranche à court terme ¹	98 530	103 152
Tranche à long terme	308 823 \$	404 759 \$

¹ La tranche à court terme des billets garantis de premier rang pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018, qui est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2015, la Société affichait des lettres de crédit émises et en cours totalisant 4,2 M\$ en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 45,8 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2015. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement des dividendes et autres paiements, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités d'exploitation.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu et en versements égaux au taux de 9,25 % par année, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

Les billets garantis de premier rang sont inconditionnellement garantis par des cautionnements de premier rang fournis par Pages Jaunes Limitée et par toutes ses filiales assujetties à des restrictions (selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

Les billets garantis de premier rang et les cautionnements des billets garantis de premier rang sont garantis par une charge de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les biens affectés en garantie, qui comprennent la totalité des biens de Pages Jaunes Limitée et des filiales assujetties à des restrictions détenus en propriété à la date d'entrée en vigueur ou acquis par la suite, sauf certains biens exclus.

L'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités d'exploitation. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette additionnelle ou d'autres transactions.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang, à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire, sous réserve de certaines conditions. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

La Société était tenue d'effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux d'un montant global annuel de 125 M\$ pour les exercices 2014 et 2015 combinés. La Société a effectué des paiements de rachat obligatoire de 139,6 M\$ en 2014, dépassant ainsi le paiement de rachat obligatoire minimal de 125 M\$. Par conséquent, la Société a effectué ses paiements de rachat obligatoire minimaux et devra seulement utiliser un montant équivalant à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter semestriellement les billets garantis de premier rang.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, en tout temps, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après cette date.

Obligations en vertu de contrats de location-financement

La Société a conclu plusieurs contrats de location avec des tierces parties pour du matériel de bureau ainsi que pour des logiciels. Les obligations en vertu des contrats de location-financement sont garanties par une hypothèque mobilière sur le matériel de bureau loué.

Le tableau suivant présente les obligations en vertu des contrats de location-financement au 31 décembre 2015 :

	Paiements minimaux futurs au titre de la location	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location
Moins de un an	277 \$	15 \$	262 \$
Entre un an et cinq ans	372	14	358
	649 \$	29 \$	620 \$

13. DÉBENTURES ÉCHEANGEABLES

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Juste valeur des débentures échangeables	107 089 \$	107 089 \$
Moins les intérêts non comptabilisés	16 611	18 130
	90 478 \$	88 959 \$

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu et en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année. La juste valeur initiale des débentures échangeables au 20 décembre 2012 s'établissait à 91,6 M\$.

Les débentures échangeables sont des obligations subordonnées de premier rang non garanties de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les débentures échangeables sont inconditionnellement garanties par des cautionnements subordonnés non garantis fournis par Pages Jaunes Limitée et par toutes ses filiales assujetties à des restrictions (selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables).

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement des dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

Aux 31 décembre 2015 et 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

L'option de conversion était évaluée à 3,6 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$, à la date de l'émission et est comprise dans les capitaux propres. La composante passif est désactualisée, de sorte que le passif à l'échéance sera égal au capital, moins les échanges.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, des débentures échangeables d'une valeur nominale de 0,4 M\$ ont été échangées contre 21 584 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée dont la juste valeur est de 0,5 M\$.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été payés en entier, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en espèces correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur s'établissait à 0,5 M\$ au 31 décembre 2015 (0,1 M\$ en 2014).

14. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
Bénéfice avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	88 094 \$	147 425 \$
Taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada ¹	26,7 %	26,56 %
Charge d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	23 521 \$	39 156 \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Règlement d'avis de cotisation	1 045	(84 828)
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	1 120	1 265
Perte au règlement d'un billet à recevoir	—	886
Cession d'une participation dans une entreprise associée	—	636
Autres ²	1 353	1 948
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	27 039 \$	(40 937) \$

¹ Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a augmenté de 0,14 %, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés et de l'augmentation du taux d'imposition prévue par la loi de l'Alberta.

² Certaines charges ont été reclassées à l'exercice précédent afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

La charge (l'économie) d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
Impôt exigible	253 \$	(67 829) \$
Impôt différé	26 786	26 892
	27 039 \$	(40 937) \$

Au quatrième trimestre de 2014, parallèlement aux règlements obtenus de l'Agence du revenu du Canada, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un montant d'impôt sur le résultat à recevoir de 47,8 M\$ dans l'état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une économie d'impôt sur le résultat de 84,8 M\$ liée à l'annulation de certains passifs d'impôt. Au 31 décembre 2015, un solde de 3,2 M\$ demeure impayé relativement à ces règlements.

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit :

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobi- li-sations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Déventures échan- geables	Immobi- li-sations incorporelles	Passifs (actifs) d'impôt différé, montant net
31 décembre 2014	(34) \$	(10 826) \$	(7 607) \$	(64 226) \$	(10 520) \$	1 525 \$	4 987 \$	135 368 \$	48 667 \$
Acquisitions d'entreprises	–	(1 383)	–	–	–	(156)	–	8 373	6 834
(Économie) charge inscrite au compte de résultat	(5 052)	(3 060)	1 997	7 167	(403)	9 550	(406)	16 992	26 785
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	4 946	–	–	–	–	4 946
Autres	565	(719)	–	–	–	–	–	154	–
31 décembre 2015	(4 521) \$	(15 988) \$	(5 610) \$	(52 113) \$	(10 923) \$	10 919 \$	4 581 \$	160 887 \$	87 232 \$

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobi- li-sations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Déventures échan- geables	Immobi- li-sations incorporelles	Passifs (actifs) d'impôt différé, montant net
31 décembre 2013	(4 765) \$	(4 057) \$	(9 469) \$	(48 818) \$	(13 127) \$	(4 798) \$	5 259 \$	109 099 \$	29 324 \$
Acquisitions d'entreprises	–	(3 936)	–	–	–	–	–	3 665	(271)
Charge (économie) inscrite au compte de résultat	4 731	(2 833)	1 862	527	2 607	6 323	(272)	13 947	26 892
Économie incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	(15 935)	–	–	–	–	(15 935)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	8 657	8 657
31 décembre 2014	(34) \$	(10 826) \$	(7 607) \$	(64 226) \$	(10 520) \$	1 525 \$	4 987 \$	135 368 \$	48 667 \$

Au 31 décembre 2015, la Société n'avait comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation à l'étranger de 143,3 M\$ venant à expiration entre 2028 et 2035, à des pertes en capital au Canada de 9,1 M\$ pouvant être utilisées pour une durée indéfinie, ainsi qu'à des différences temporaires déductibles de 170,5 M\$.

15. CAPITAL SOCIAL

Actions ordinaires

Un nombre illimité d'actions ordinaires peut être émis.

	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015	
	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2014	27 976 661	4 030 325 \$
Exercice d'options sur actions (note 17)	87 250	1 203
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	8	–
Solde au 31 décembre 2015	28 063 919	4 031 528 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014		
	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2013	27 955 077	4 029 869 \$
Échange de débentures échangeables (note 13)	21 584	456
Solde au 31 décembre 2014	27 976 661	4 030 325 \$

Bons de souscription d'actions

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription d'actions »).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, 8 bons de souscription d'actions ont été exercés contre 8 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée (néant en 2014). Au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014, la Société avait un total de 2 995 498 et de 2 995 506 bons de souscription en cours, respectivement.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une nouvelle action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en espèces, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022 inclusivement. La juste valeur des bons de souscription d'actions au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$.

La juste valeur des bons de souscription d'actions a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité prévue	33,5 %

16. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action :

Pour les exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	26 688 369	27 128 062
Effet dilutif des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées à la performance	1 082 187	813 909
Effet dilutif des options sur actions	71 250	142 945
Effet dilutif des débentures échangeables	5 624 422	5 624 422
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action	33 466 228	33 709 338
Pour les exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée et utilisé dans le calcul du bénéfice de base et dilué par action	61 055 \$	188 540 \$
Incidence de la conversion présumée des débentures échangeables, déduction faite de l'impôt applicable	7 393	7 291
Bénéfice net ajusté au titre de l'effet dilutif	68 448 \$	195 831 \$

Pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'un effet potentiellement dilutif des bons de souscription d'actions (se reporter à la note 15, Capital social), ainsi que de certaines options sur actions qui ne sont pas dans le cours, puisqu'ils n'ont pas d'effet dilutif.

17. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées et d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») et/ou d'unités d'actions liées à la performance (les « UAP »), le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil d'administration confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes feront l'objet d'une renonciation et seront annulées automatiquement.

Aux termes du régime d'UAR et d'UAP, si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les participants recevront, à l'acquisition des droits des UAR et des UAP, des actions ordinaires de la Société acquises sur le marché libre. Dans l'éventualité où le régime d'UAR et d'UAP ne serait pas capitalisé, Pages Jaunes Limitée paiera au participant un montant en espèces équivalant au nombre d'UAR ou d'UAP dont les droits ont été acquis.

Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, 417 669 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée (571 322 en 2014) ont été achetées sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP à un coût de 6,8 M\$ (12,5 M\$ en 2014) et sont soumises à des restrictions en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP était de 1 378 141 au 31 décembre 2015.

Le tableau qui suit présente un sommaire des attributions d'UAR et d'UAP effectuées au cours des exercices clos les 31 décembre :

	2015		2014	
Nombre d'	UAR	UAP ¹	UAR	UAP ¹
En cours au début de la période	399 238	363 290	252 655	131 776
Attribuées	265 716	360 843	198 008	286 609
Réglées	(58 517)	–	(6 815)	–
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(141 513)	(204 016)	(44 610)	(55 095)
En cours à la fin de la période	464 924	520 117	399 238	363 290
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)	1,1	1,4	1,4	1,7

¹ Le nombre d'UAP en cours représente un paiement de 100 %. De plus, le paiement éventuel supérieur à 100 % et pouvant atteindre au maximum 150 % se chiffrait à 259 997 actions ordinaires au 31 décembre 2015 (2014 – 181 607 actions ordinaires).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, une charge de 5,9 M\$ (4,4 M\$ en 2014) a été comptabilisée dans le compte consolidé de résultat relativement au régime d'UAR et d'UAP.

Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil d'administration. La Société doit, à sa discrétion, régler les UAD dont les droits sont acquis en espèces ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire des attributions d'UAD effectuées au cours des exercices clos les 31 décembre :

	2015		2014	
	Nombre d'UAD	Passif ¹	Nombre d'UAD	Passif ¹
En cours au début de la période	151 141	2 959 \$	100 557	2 067 \$
Attribuées	41 823	800	50 584	1 056
Variation en raison de la fluctuation du prix des actions	-	(812)	-	(164)
En cours et avec droits acquis à la fin de la période	192 964	2 947 \$	151 141	2 959 \$

¹ Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du prix des actions sont incluses dans les coûts d'exploitation.

Options sur actions

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un maximum de 1 290 612 options sur actions pourraient être attribuées en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau qui suit présente un sommaire des attributions d'options sur actions effectuées au cours des exercices clos les 31 décembre :

	2015		2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En cours au début de la période	480 200	15,10 \$	376 000	10,12 \$
Attribuées	243 300	16,50 \$	195 800	24,35 \$
Exercées	(87 250)	10,12 \$	-	- \$
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(113 300)	16,05 \$	(91 600)	14,42 \$
En cours à la fin de la période	522 950	16,38 \$	480 200	15,10 \$
Pouvant être exercées à la fin de la période	78 000	10,12 \$	-	- \$

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre :

	2015		2014	
Prix d'exercice	Nombre d'options en cours	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en cours	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
10,12 \$	178 750	4,4	311 500	5,4
16,44 \$	195 900	6,2	-	-
17,96 \$	9 200	6,4	-	-
19,61 \$	7 700	5,5	7 700	6,5
20,33 \$	4 900	5,4	4 900	6,4
24,65 \$	126 500	5,2	156 100	6,2
En cours à la fin de la période	522 950	5,3	480 200	5,6
Pouvant être exercées à la fin de la période	78 000	4,4	-	-

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité prévue se fonde sur la volatilité historique du prix des actions sur la durée de vie moyenne prévue des options attribuées. Le tableau qui suit présente les principales données dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre :

	2015	2014
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	15,90 \$	25,00 \$
Prix d'exercice	16,50 \$	24,35 \$
Volatilité prévue	38 %	30 %
Durée de vie des options	7 ans	7 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,44 %	2,40 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	6,2 ans	6,2 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, une charge de 0,8 M\$ (1,2 M\$ en 2014) a été comptabilisée à l'égard du régime d'options sur actions.

18. COÛTS D'EXPLOITATION

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
Salaires, commissions et avantages	295 628 \$	285 025 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ¹	109 669	110 489
Autres biens et services ²	104 926	111 416
Systèmes informatiques	47 679	45 533
Créances douteuses (note 22)	11 182	9 089
	569 084 \$	561 552 \$

¹ Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et en ligne.

² Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les télécommunications, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires. Les contrats de location simple comptabilisés dans les coûts d'exploitation au cours de l'exercice se sont élevés à 20,4 M\$ (19,7 M\$ en 2014).

19. CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

Les principales composantes des charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
Intérêts sur la dette à long terme et les débiteures échangeables	53 111 \$	63 897 \$
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies (note 11)	8 517	8 129
Reclassement d'une perte de change cumulée (note 6)	-	1 598
Profit à l'acquisition d'entreprise (note 5)	-	(3 613)
Perte au règlement d'un billet à recevoir (note 22)	-	1 150
Autres, montant net	(706)	955
	60 922 \$	72 116 \$

20. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau qui suit présente les transactions sans effet sur la trésorerie :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	462 \$	1 903 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	5 516 \$	4 485 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement	102 \$	540 \$
Échange de débiteures échangeables (note 13)	- \$	456 \$

21. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Au 31 décembre 2015, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu de divers contrats de location pour des locaux et du matériel et des obligations contractuelles visant des services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Contrats de location simple	Autres	Total des engagements
2016	21 771 \$	39 881 \$	61 652 \$
2017	19 487	14 185	33 672
2018	9 309	10 514	19 823
2019	6 915	426	7 341
2020	6 006	424	6 430
Par la suite	82 238	4 032	86 270
	145 726 \$	69 462 \$	215 188 \$

Certains contrats de location prévoient des avantages incitatifs au titre de l'aménagement des locaux loués. Ces avantages incitatifs relatifs à un bail sont comptabilisés dans les crédits différés et s'établissent à 6,5 M\$.

b) Pages Jaunes Limitée a conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement. La date d'expiration de la convention de services de facturation et de recouvrement conclue avec Bell Canada (« Bell ») est le 31 décembre 2017. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. La convention avec MTS Inc. vient à expiration le 2 octobre 2016, mais deux périodes de renouvellement automatique de dix ans sont prévues. La convention conclue avec Bell Canada Inc. (en tant que successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite) vient à expiration le 30 avril 2017, mais deux périodes de renouvellement automatique de dix ans sont prévues.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell, TELUS, MTS Inc. et Bell Canada Inc., Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu plusieurs autres conventions avec Bell, TELUS, MTS Inc. et Bell Canada Inc., concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell, de TELUS, de MTS Inc. et de Bell Canada Inc., selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell, TELUS, MTS Inc. et Bell Canada Inc. prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les fournisseurs et autres créanciers et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

22. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, et aux créances clients. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée.

Le risque de crédit associé à la trésorerie peut être réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation.

Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 1 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 5 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell, TELUS, MTS Inc. et Bell Canada Inc. fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

La provision pour créances douteuses et les débiteurs échus sont examinés par la direction à chaque date de clôture. Pages Jaunes Limitée met alors à jour son estimation de la provision pour créances douteuses en fonction de l'évaluation de la recouvrabilité des soldes des créances clients de chaque client, en tenant compte de l'historique de recouvrement des débiteurs échus antérieurs et de la conjoncture économique actuelle. Les créances clients sont radiées lorsqu'elles sont considérées comme non recouvrables. Les recouvrements subséquents de montants auparavant radiés sont crédités au compte de résultat.

En 2011, Pages Jaunes Limitée a vendu la Société Trader. La contrepartie comprenait un billet à recevoir de 15 M\$. Le billet à recevoir devait arriver à échéance en 2020. Le capital du billet à recevoir de même que les intérêts sur ce dernier étaient subordonnés à la dette privilégiée de la Société Trader. En mai 2014, Pages Jaunes Limitée a réglé ce billet à recevoir d'une valeur comptable de 15,3 M\$, incluant des intérêts courus de 3,4 M\$, pour un montant de 14,1 M\$ et a comptabilisé une perte de 1,2 M\$ au titre des charges financières (se reporter à la note 19, Charges financières, montant net).

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Créances clients		
Courant	65 147 \$	73 498 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	26 801	29 950
En souffrance depuis plus de 180 jours	4 901	5 783
Créances clients	96 849 \$	109 231 \$
Autres débiteurs¹	26 977 \$	23 047 \$
Créances clients et autres débiteurs	123 826 \$	132 278 \$

¹ Les autres débiteurs se composent principalement des taxes de vente à recevoir et d'un prêt à recevoir lié à un contrat à terme de gré à gré.

Les créances clients de Pages Jaunes Limitée sont présentées après déduction d'une provision pour créances douteuses de 12,7 M\$ au 31 décembre 2015 (19,2 M\$ en 2014). Les variations de la provision pour créances douteuses sont les suivantes :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Solde au début de l'exercice	19 247 \$	21 122 \$
Créances douteuses, déduction faite des recouvrements	11 182	9 089
Radiations	(17 746)	(10 964)
Solde à la fin de l'exercice	12 683 \$	19 247 \$

Risque de marché

i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2015, l'emprunt garanti par des actifs affichait des lettres de crédit émises et en cours totalisant 4,2 M\$. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

Pages Jaunes Limitée peut également être exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme liés au refinancement des dettes à leur échéance. Le taux d'intérêt sur les nouvelles émissions de titres d'emprunt à long terme sera établi selon le taux en vigueur au moment du refinancement et dépendra également de la teneur des nouveaux titres d'emprunt émis. Aucune échéance à venir ne nécessitera un refinancement. Les variations des taux d'intérêt auront également une incidence sur la juste valeur des flux de trésorerie futurs liés à l'emprunt à taux fixe de Pages Jaunes Limitée. Comme les taux d'intérêt sur les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables sont fixes, la Société n'est exposée à aucun risque de fluctuation des taux d'intérêt.

ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, lesquelles ne sont pas significatives. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 35 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

La Société devait effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux de ses billets garantis de premier rang d'un montant global annuel de 125 M\$ pour les exercices 2014 et 2015 combinés. La Société a effectué des paiements de rachat obligatoire de 139,6 M\$ en 2014, dépassant ainsi le paiement de rachat obligatoire minimal global de 125 M\$. Par conséquent, la Société a effectué ses paiements de rachat obligatoire minimaux et devra seulement utiliser un montant équivalant à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter semestriellement les billets garantis de premier rang. Les sommes nécessaires à cet égard proviennent des flux de trésorerie générés à l'interne et des fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des montants en capital connexes :

	Paiements exigibles pour les exercices après le 31 décembre 2015				
	Total	1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés					
Dette à long terme ^{1,2}	406 733 \$	98 268 \$	308 465 \$	- \$	- \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement ¹	620	262	272	86	-
Débiteures échangeables ¹	107 089	-	-	-	107 089
Fournisseurs et autres créditeurs	73 627	73 627	-	-	-
Provisions	72 092	67 641	4 377	74	-
Total	660 161 \$	239 798 \$	313 114 \$	160 \$	107 089 \$

¹ Montant en capital.

² Le remboursement des billets garantis de premier rang pourrait varier en vertu de la clause des flux de trésorerie excédentaires, en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs et de la tranche à court terme des provisions correspond environ à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur des billets garantis de premier rang et des débiteures échangeables est évaluée en fonction des cours du marché à la date de l'état de la situation financière.

Ces estimations dépendent dans une large mesure des hypothèses formulées, entre autres, à l'égard du montant et de l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs ainsi que des taux d'actualisation, qui reflètent tous divers degrés de risque.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables ainsi que les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière :

	Au 31 décembre 2015		
	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Tranche à court terme de la dette à long terme	1	98 530 \$	103 075 \$
Tranche à long terme de la dette à long terme	1	308 823 \$	323 089 \$
Débiteures échangeables	1	90 478 \$	109 766 \$

Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau qui suit présente un sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur au moyen des données de niveau 3 dans l'état consolidé de la situation financière, de même que le rapprochement des évaluations de la juste valeur de niveau 3 pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2015 :

	Placement disponible à la vente	Option de vente – passif financier	Total
Au 31 décembre 2013	3 520 \$	(18 472) \$	(14 952) \$
Profit sur la juste valeur du passif financier (option de vente) (note 5)	–	2 344	2 344
Règlement d'un passif financier (note 5)	–	16 128	16 128
Aux 31 décembre 2014 et 2015	3 520 \$	– \$	3 520 \$

La juste valeur du passif financier (option de vente) lié à 411 était la différence entre le prix d'acquisition de la participation résiduelle dans l'entreprise associée, qui était fondé sur un multiple établi du bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat et amortissements et de la juste valeur du placement dans l'entreprise associée le 1^{er} juin 2014, selon les mêmes hypothèses que celles utilisées pour les produits en ligne de Pages Jaunes au 31 décembre 2013. Le placement disponible à la vente de Pages Jaunes Limitée est constitué d'un placement privé en titres de capitaux propres et est comptabilisé à la juste valeur en fonction d'estimations fondées sur les cours de marché en vigueur à la date des états de la situation financière.

23. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières et satisfaire aux exigences en matière d'investissements. L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de réduire la dette et les charges d'intérêts connexes, ce qui améliorera sa flexibilité financière et soutiendra la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques.

Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société.

Afin de mesurer son effet de levier financier, Pages Jaunes Limitée a principalement recours au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹. Pages Jaunes Limitée a aussi recours à d'autres mesures financières pour surveiller son effet de levier financier, notamment le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale.

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend la dette nette, les débentures échangeables ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie	67 253 \$	102 776 \$
Billets garantis de premier rang	406 733 \$	507 014 \$
Débentures échangeables	90 478	88 959
Obligations en vertu de contrats de location-financement	620	897
Dette nette	430 578 \$	494 094 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	759 524	684 180
Capitalisation totale	1 190 102 \$	1 178 274 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	36,2 %	41,9 %

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014
BAIIA ajusté des douze derniers mois ¹	260 687 \$	315 976 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois ¹	1,7	1,6

¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse.

24. GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2015 et 2014, aucun montant n'a été comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

25. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans un seul secteur en offrant aux Canadiens des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés.

Au 31 décembre 2015, les actifs non courants de Pages Jaunes Limitée, autres que les actifs d'impôt différé détenus dans un pays étranger (les États-Unis d'Amérique), s'élevaient à 2,4 M\$ (3,1 M\$ en 2014).

26. LISTE DES FILIALES

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		31 décembre	
Canada		2015	2014
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
Pages Jaunes Habitations Limitée	Éditeur d'inscriptions immobilières à l'échelle locale	100 %	100 %
411 Local Search Corp.	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	100 %	100 %
9059-2114 Québec Inc. ¹	Société de portefeuille	100 %	–
DuProprio Inc. ¹	Fournisseur de services immobiliers et de services connexes	100 %	–
Solutions YP Dine Limitée ²	Fournisseur de guides numériques de restaurants locaux	100 %	–
Bookenda Limitée	Fournisseur d'un système de gestion de réservations	100 %	100 %
États-Unis			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Yellow Pages Digital & Media Solutions, LLC	Fournisseur de services de soutien opérationnel	100 %	100 %

¹ Le 1^{er} juillet 2015, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée a acquis la totalité des actions émises et en circulation de 9059-2114 Québec Inc., une société de portefeuille qui détient la totalité des actions émises et en circulation de DuProprio Inc. (se reporter à la note 5, Acquisitions d'entreprises).

² Le 1^{er} juillet 2015, certains actifs et passifs liés aux activités de dine.TO, qui ont été acquis de Candia Digital Group Inc. par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée le 17 décembre 2014, ont été transférés à Solutions YP Dine Limitée, une filiale entièrement détenue de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée (se reporter à la note 5, Acquisitions d'entreprises).

27. INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LES PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014 ¹
Salaires, honoraires et autres avantages du personnel à court terme	6 038 \$	7 051 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	389	496
Rémunération fondée sur des actions	3 980	3 657
Indemnités de cessation d'emploi	1 176	2 655
	11 583 \$	13 859 \$

¹ Au cours de 2015, la direction a réévalué la composition de ses principaux dirigeants. L'exercice précédent a été révisé pour tenir compte de cette modification.

Autres transactions entre parties liées

	Valeur de la transaction		Solde impayé	
	2015	2014	2015	2014
Ventes de biens et services				
Entreprise associée	– \$	328 \$	– \$	– \$

Tous les soldes impayés concernant cette partie liée étaient basés sur des prix dans des conditions de concurrence normale et ont été réglés en espèces en vertu des modalités de paiement standard. Aucun de ces soldes n'était garanti.

28. CHIFFRES COMPARATIFS

Pages Jaunes Limitée a reclassé certains éléments à la section des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie, pour la période correspondante, afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Ce reclassement n'a pas d'incidence sur le total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

SIÈGE SOCIAL

16, Place du Commerce
Verdun (Québec)
H3E 2A5

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Téléphone : 1 877 YLO-2003 (1 877 956-2003)
Courriel : ir.info@pj.ca

AUDITEUR

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

SYMBOLES TSX

Y	Actions ordinaires
YPG.DB	Déventures échangeables non garanties subordonnées de premier rang
Y.WT	Bons de souscription

AGENT DES TRANSFERTS

Société de fiducie CST
2001, Boul. Robert-Bourassa, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Tél : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@canstockta.com

Pour de plus amples renseignements sur Pages Jaunes Limitée,
visitez notre site Internet à www.entreprise.pj.ca.



www.entreprise.pj.ca



Ce rapport annuel est imprimé sur du papier Rolland Enviro 100, le choix environnemental, puisqu'il est totalement traité sans chlore, accrédité Éco-Logo et qu'il contient 100 % de fibres postconsommation. C'est donc dire qu'aucun nouvel arbre n'a été coupé pour fabriquer ce papier, les fibres provenant entièrement de bacs à recyclage.